



Homosexuels stigmatisés, IVG contestée,
naissance sous X en danger, etc.

Bienvenue chez les cathos !



Sommaire

Le Monde libertaire est le journal de la Fédération anarchiste. L'édition, la mise en page, l'iconographie et la correction sont assurées par le Comité de rédaction du Monde libertaire (CRML), formé de membres de la FA qui leur confie ce mandat pour un an.

Les auteurs des articles ne sont pas tous membres de la FA mais leurs productions sont systématiquement lues et acceptées à l'unanimité par le CRML avant leur publication.

Pour soumettre un article au CRML, il suffit d'envoyer un fichier au format doc à l'adresse :

monde-libertaire@federation-anarchiste.org

La mention « Article » doit figurer dans l'objet de l'email. Une page du journal représente environ 5 000 signes, espaces comprises. Si l'article est accepté, nous nous occupons de l'illustration, bien que nous acceptons les images éventuellement fournies avec l'article (libres de droit). Le CRML se réunit le mardi soir pour décider du contenu du numéro à paraître la semaine suivante. Cela signifie qu'un article reçu le mercredi ne sera lu que six jours plus tard et publié au plus tôt quatorze jours après réception, voire plus tard, en fonction de notre plan de charge.

Un article peut ne pas être publié pour plusieurs raisons qui n'ont pas trait au contenu politique. Le journal ne comprenant que 24 pages, celles-ci peuvent être occupées par des articles prioritaires. D'autre part parmi plusieurs articles traitant du même sujet, le CRML peut faire le choix de ne pas tous les publier.

Actualité

À la une : Au sujet du mariage homosexuel, par O. Pucras, page 3

L'euthanasie face au lobby catho, par M. Silberstein, page 4

Feuille-thon CGT, par J. P. Germain, page 5

L'Autruche, par F. Ladrissé, page 5

Des brèves, un strip, page 6

Pour un libre accès à l'IVG, par P. Schindler, page 7

Arguments

Violence et anarchisme, par J. Rackham, page 9

International

Zoom sur le mouvement égyptien, par P. Sommermeyer, page 12

Actualité sociale et politique du Portugal, par M. Rui, page 14

Sciences

La technique, oh my god !, par J. Jacob, page 16

Histoire

La révolution des œillets, deuxième partie, par C. Reeve, page 18

Lecture

Le dernier ouvrage de Janover, par Justhom, page 20

Mouvement

C'est pas du cinoche, par Bibo, page 21

Forum social libertaire de Dakar, page 21

La plus craquante des radios, page 22

L'agenda vous appelle, page 23

Tarifs

France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

(Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

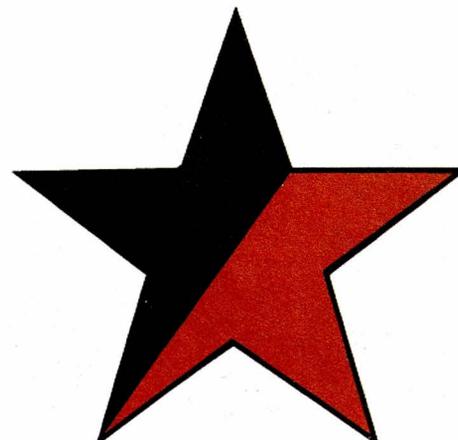
1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Prestalis. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75 011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08





Sa Majesté sondage pousse un bien sinistre soupir à l'heure où sont écrites ces lignes. Malgré les passionnants débats sur l'euthanasie, les éoliennes, malgré la petite Laetitia coupée en morceau, malgré les bien pratiques « écrans de fumiers » habituels si aptes à leur déridier les fesses, les Français, moroses, boudent les journaux télévisés. Ils seraient las du Proche-Orient, gavés de tant de violence, d'anarchie, de chaos, de pillages, d'évadés de prison, d'opposants aux opposants. Tout ça si loin de chez eux, chez d'exotiques Levantins considérés, encore il y a peu, comme des indigènes bronzés, idolâtres et paresseux. Même en Haut-Lieu, à force, ça indispose, tous ces mouvements populaires, ces foules sympathiques mais indisciplinées qui, sous prétexte de conspuer leurs bourreaux, poussent l'absence de tact jusqu'à brûler en effigie le président Sarkozy soi-même en personne. Faudrait voir à savoir raison garder : Madame Alliot-Marie est toujours ministre, que l'on sache, droite dans ses bottes comme les Juppé, les Woerth, les Balkany si chers à la patrie des droits de l'homme, et puis comme ils aiment à le bêler : « La politique ne se fait pas dans la rue ! » Les Tunisiens, les Égyptiens, passe encore, mais ça risque d'être bientôt le tour des Algériens, des Syriens, des Marocains, des Lybiens, voire des Yéménites, des Jordaniens. Et pourquoi pas aussi, pendant qu'on y est, des petits lapins chinois qui mordent leurs tigres de papier ? Pas étonnant, dans une telle chienlit, qu'Obama ait sifflé la fin de la récréation pour la diplomatie franco-européenne et repris, d'une main finalement assurée, les rênes de l'ingérence internationale, prêchant, tel un moine souverain à une horde de diabolotins, une transition sereine et un retour progressif à la « stabilité ». Pas le choix d'après lui : soit ces démocrates en herbe un tantinet excités se calment et se soumettent aux recommandations amicales mais bottées du Sabre, soit ils sont dévorés tout cru par l'abominable Goupillon. Aux courageux manifestants (désireux entre autres d'accéder à une consommation de niveau européen), comme aux sociaux-démocrates-pour-rire de nos contrées (désireux de conserver ce niveau de consommation), il reste du mouron à se faire. Les puissants s'y entendent à calmer de naïves grenouilles avec un nouveau héron un peu plus « fashion ». *Revolution is bad for business*. Il ne faut pas prendre les titatas pour des soleils levants. Là-bas comme ici, faudra sans doute en passer par une révolution des cerveaux et des mœurs. Éradiquer l'ordonnancement capitaliste, couper la main invisible du Marché, mettre au point un mode de vie solidaire et humain, soucieux de son environnement, fait d'échanges contractuels et de libre respect. Tout ça, tout ça. Et ça ne passera pas par des élections clientélistes ou des bourrages d'urnes.



LE MARIAGE HOMOSEXUEL existe dans seulement dix pays¹ n'incluant pas notre douce France. À ce propos, le droit français est bien malléable et il se plie aisément devant les considérations morales des dirigeants et de ceux qui sont chargés de l'interpréter. Le 28 janvier, le Conseil constitutionnel devait répondre à une « question prioritaire » posée par deux requérantes², demandant en substance s'il n'était pas contraire à la Constitution d'interdire le mariage aux homosexuels. Les supposés Sages ont répondu par la négative, estimant que la liberté de mariage était assurée pour tous par la loi, sous-entendant qu'elle l'était aussi pour les homosexuels. C'est vrai, la loi française n'interdit pas aux homosexuels de se marier – ce serait là une grave atteinte à un tas de papiers officiels fondamentaux. Les Singes savent jouer sur les mots : un homme homosexuel peut épouser une femme homosexuelle, mais le mariage de deux personnes de même sexe est bel et bien prohibé puisqu'il est fait mention dans quelques articles de « l'homme » et de « la femme ». Nos lecteurs conviendront avec moi que, dans ce cadre légal, l'égalité si précieuse aux législateurs n'est pas assurée, le pacs n'étant pas du tout un équivalent du mariage, en particulier en ce qui concerne l'adoption. On se souvient du coup d'éclat (à portée électoraliste ?) du maire de Bègles, Noël Mamère, en 2004, qui avait tenté d'unir deux hommes par les liens (plus cons que sacrés) du mariage, puisqu'il avait échoué et qu'il avait même été puni. En 2006, les droits des pacés avaient été étendus, mais le Parlement avait tenu à rappeler³ qu'une famille normale comprenait des parents de sexes opposés et que c'était même dans l'intérêt des enfants. Ben voyons. Et là, chers lecteurs, vous vous demandez pourquoi un anarchiste se soucie des dispositions légales particulières entourant le

mariage puisqu'il préconise la disparition de la Loi et des institutions telle celle du mariage. En premier lieu, il ne s'agit pas de défendre l'institution à la forme bourgeoise et au fond religieux et folklorique du mariage. Les deux femmes à l'origine de la question au Conseil n'ont pas cherché à avoir accès au rite catho-républicain pour assouvir un rêve de petite fille, mais au contraire à protéger les trois enfants qu'elles élèvent. En second lieu, je n'appelle pas à des modifications légales qui conduiraient à terme à une société juste – anarchiste sous-entend révolutionnaire, pas réformiste. Mais pour l'instant, des dizaines de millions de gens vivent (et meurent) encadrés par le droit, alors, tout en participant à la préparation de la révolution, il me semble tout à fait convenable de lutter pour l'abolition des injustices, fût-ce par voie légale. N'avons-nous pas combattu la réforme sur les retraites, ne combattons-nous pas la Loppsi ? Alors continuons ce combat mené depuis plus de vingt ans et qui a conduit en 1999 à cette petite victoire qu'est le pacs.

Olaf Pucras

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

1. À savoir l'Argentine, la Belgique, le Canada, l'Islande, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, l'Afrique du Sud, l'Espagne et la Suède, plus quelques États américains.

2. Décision n° 2010-92 QPC du 28 janvier 2011, parue au Journal officiel du lendemain en page 1894.

3. Rapport fait au nom de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants, rapport n° 2832 disponible sur le site internet de l'Assemblée nationale.

F-rance 2011

L'État naze de la question euthanasique

JE NE QUESTIONNERAI PAS ici le corpus doctrinal de l'anarchisme pour savoir si un anarchiste peut demander à l'État – honni – de légiférer en matière de choix de fin de vie. La question m'intéresse modérément... Vivant dans un pays où la modification des permissions d'agir relève du droit, et le droit – quelque bourgeois qu'il soit – entérinant des choix éthiques qui régulent les rapports des êtres entre eux, il est patent que nous devons, malgré notre désir d'une société tout autre, nous en remettre, transitoirement, à ces procédures relevant du parlementarisme puis de l'inscription des décisions de la représentation parlementaire dans le droit commun. Ainsi en fut-il par exemple, et quel exemple, du droit à l'IVG, et je ne vois pas comment en refuser les bienfaits au prétexte d'une origine institutionnelle qui certes remporte peu nos suffrages (sic d'ironie)...

Non, ce qui m'importe dans cet article prenant place dans un dossier consacré aux relets persistants du tréfonds catholique de la F-rance qui vandalise les acquis des Lumières, ce ne peut être que l'intransigeante dénonciation des dogmes moraux faisant obstacle à la dissolution du tabou suprême : la mort décidée pour soi, quand la « vie » devient tellement ignoble que la délivrance ne peut venir que de la précipitation dans le néant.

Le 25 janvier 2011, une proposition de loi visant à légaliser l'euthanasie (« une assistance médicalisée pour mourir » selon des modalités drastiques et donc bien peu suspectes de transformer cette pratique ultime en un jeu de massacre généralisé) était examinée au Sénat. Rappelons-en l'article premier, tout à fait évocateur des principes qui préside à cette révolution des mœurs : « Toute personne capable majeure, en phase avancée ou terminale d'une affection accidentelle ou pathologique grave et incurable, lui infligeant une souffrance physique ou psychique qui ne peut être apaisée ou qu'elle juge insupportable, peut demander à bénéficier [...] d'une assistance médicalisée permettant, par un acte délibéré, une mort rapide et sans douleur. »

Des sénateurs UMP (pas tous, et pas que des UMP), ayant exprimé une hostilité manifeste envers ce texte, ont fait échouer l'adoption de cette loi, à l'unisson de François Fillon qui, la veille, dans une tribune au Monde, s'était déclaré contre le fait de légiférer en ce sens. Parmi ses arguments, une défense des dispositifs des soins palliatifs, vaste fourre-tout médico-je ne sais quoi (« soulager les douleurs physiques mais aussi de prendre en compte la souffrance psychologique, sociale et spirituelle »), qui n'est décidément pas une alternative à l'euthanasie, puisque ses procédures sont très différentes, et pourtant présentées comme telles. La notion

de soins palliatifs comporte une idée-force, celle que la mort est un phénomène naturel de la vie. Elle renvoie la naturalité à une inéluctabilité : la mort étant naturelle, elle ne peut être provoquée par une décision souveraine du souffrant, mais seulement subie par ce dernier, non dans un semblant de choix mais dans le cycle incontrôlable de la vie et de la mort, selon une conception du *fatum* (ou fatalité) conforme à ce qu'en disent les monothéismes. Or, s'il y a bien une caractéristique qui distingue l'humain des autres animaux, c'est sa capacité à chercher à limiter autant que possible sa dépendance à la nature et à se donner les moyens sinon d'échapper à son destin (ce qui est impossible quant à la mort, bien évidemment), au moins de choisir les reits qui l'enserreront, et parmi ceux-là, les moins effroyables. Le choix de contrevenir à la durée de son destin fatal, imposé par une maladie incurable par exemple, en est la marque ultime.

Dans sa grande mansuétude, Fillon annonce « une allocation d'accompagnement d'une personne en fin de vie [...] d'un montant de 53 euros par jour pendant vingt et un jours », pour les « salariés bénéficiant d'un congé de solidarité familiale ». Puisqu'il faut entourer d'amour l'agonisant, prendre un congé idoine pour être à son chevet est vraiment une aubaine... Fillon promet aussi l'augmentation des moyens alloués au développement des soins palliatifs à l'hôpital. En se rappelant en permanence que les soins palliatifs ne sont que des dispositifs de tous ordres visant à soulager le plus possible le malade en fin de vie, on se dit qu'il n'y a là rien d'autre que ce qui devrait nécessairement être la mission constante de la médecine... On ne voit pas en quoi cela répond au problème spécifique de ces personnes demandant non pas l'atténuation de leur détresse mais la libération par la mort.

Devant le Sénat, des militants de l'Alliance pour les droits de la vie¹, enveloppés dans un tissu blanc symbolisant un linceul, se sont couchés au sol, mimant des gisants. Des pancartes portant slogans tels que « Soigner n'est pas tuer » attestaient leur totale abjection.

Notons aussi que Robert Badinter (ainsi présenté sur le site de l'Alliance pour les droits de la vie : « artisan de l'abolition de la peine de mort et considéré comme une autorité morale ») et Ségolène Royal (pour laquelle on attend avec impatience que les progrès de la médecine permettent les greffes de cerveau) ont également désapprouvé ce texte.

Je ne dis pas ce que cette proposition de loi était la meilleure qui soit et qu'elle aurait réglé tous les problèmes (comment cela se

pourrait-il, face à un si considérable défi moral ?), on peut même penser qu'elle connaissait quelques défaillances juridiques. Cependant, on peut aussi admettre qu'elle permettait de poser à nouveau cette lancinante question et affirmer que la réponse de ses adversaires n'était certainement pas principalement motivée par des prudences ou des réserves au sujet de points techniques portant sur ses modalités d'application. Après des réserves de forme et des appels à la raison plus qu'à l'émotion (!), Fillon le dit clairement dans son adresse aux porteurs de ce projet de loi : « À titre personnel, je suis hostile à la légalisation d'une aide active à mourir ; ce n'est pas ma conception du respect de la vie humaine et des valeurs qui fondent notre société. [...] Nous devons poursuivre le renforcement de la culture palliative en France » (je souligne). Dans ce pays fille aînée de l'Église, se constitue donc une alliance hétéroclite mais homogène quant à son refus de hisser la France au niveau de quelques autres pays européens (Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Suède, Allemagne, Autriche, etc.) qui ont su s'extirper de la gangue de considérations théologiques qui, de façon plus ou moins subreptice, affectent les décisions concernant les dispositions légales relatives à une instauration contrôlée et digne de l'euthanasie.

Sur un plan plus philosophique, ou éthique, le refus de ce droit à choisir son destin ultime (en mettant tous les guillemets du monde au mot « choisir ») peut être assimilé à celui du suicide, que les monothéismes considèrent comme un péché d'une gravité extrême. La personne valide qui veut se tuer le peut, au regard de la loi. L'agonisant, trop faible ou trop handicapé pour réaliser le geste qu'il a pourtant acté en son for intérieur, ne le pourrait pas, au regard de la loi. Au nom de quelle aberration idéologique un individu happé par l'affliction, la mélancolie la plus noire, l'acmé du désespoir aurait la faculté légale de s'ôter la vie, tandis que le corps disloqué, le corps ravagé par la maladie, le corps avili par son propre déni se verraient condamnés par la morale instituée à la claustration dans un devenir indéfini de souffrance infinie ?

Marc Silberstein

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

1. Association de type « pro-vie » fondée en 1993 par Christine Boutin, opposée à l'avortement, à l'euthanasie, à l'homoparentalité.

Feuilleton CGT...

À LA PORTE DE MONTREUIL à Paris, la saga pseudo-syndicaliste continue. Le dernier bouquet aura été le communiqué sur la grève des CRS...

Soutenir leurs revendications, saluer leur victoire, était-ce vraiment le rôle d'un syndicat ? Comme le disait un média en ligne¹ : « Il ne vient pas une seule seconde à leur esprit que si les CRS ont obtenu satisfaction, c'est qu'ils sont garants de l'ordre, ceux qui nous matraquent dans les manifestations, ceux qui sont là pour défendre la loi, la sécurité, la démocratie de nos exploités. Que nos dirigeants confédéraux arrivent à un tel communiqué est bien la preuve du degré de décadence où ils en sont arrivés dans l'intégration à l'appareil d'État... »

À part ça, sur les rumeurs du jetage d'éponge de Bernard Thibault, on a eu droit à plusieurs louches. Ça a commencé avec la promotion de la VO Impôts qu'il faut donc promouvoir. Le guide fiscal, autrement appelé « ne pas payer idiots », est certes utile et la cérémonie a lieu chaque année, mais là, cela a été l'occasion de présenter une direction syndicale « soudée et



vive ». Le Bernard a été un peu trop triomphant quand il a déclaré : « Ce qui domine dans la CGT après le conflit sur les retraites n'est pas un sentiment d'échec, mais une fierté. » Bon, pour sauver la face il fallait bien qu'il dise ça, mais à la base de la CGT le sentiment est autre !

Que le secrétaire de la CGT ait envie de faire une pause, voire de se retirer, on peut aisément le comprendre, mais qu'il affirme aux médias le contraire est un réel problème...

« Fraternellement », la CGT servait de relais au Parti communiste au moment de l'âge d'or. Vu l'état actuel des lieux, les ralliements sont plus diversifiés. Au sein de l'appareil syndical ça doit discuter âpre... Dans les années 1970 on avait droit aux ombres chinoises². Maintenant les marionnettistes ne savent plus à quel saint se vouer. Les temps changent, les années passent mais le problème reste le même. Le monde du travail est-il adulte ou doit-il une fois de plus servir de tremplin à des ambitions politiques ?

Jean-Pierre Germain

1. Le site « Où va la CGT », pour ne pas le nommer.

2. C'est-à-dire que voter pour le parti n'était pas dit explicitement, mais suggéré par des rapprochements entre les revendications...



Quand l'autruche éternue...

Lapin, Mouche et Wonderwoman

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je ? En Chine débute l'année du lapin. Information de prime abord tout à fait dénuée d'intérêt, de second abord idemement, nous sommes bien d'accord. C'est juste que ça fait du bien de parler de lapin, ça nous change des carpes. « Quand je suis allée en Tunisie il ne se passait rien », se défendait ainsi Mam, carpe en représentation l'autre soir sur les plateaux téléoches, après que furent révélés ses vacances là-bas, aux alentours du jour de l'an. Elle faisait alors face au clébard Pujadas, homme-tronc dont il se dit qu'il a les mains rugueuses mais la langue bien humide. « Quand je suis ministre je suis ministre, quand je suis en vacances, je suis comme tous les Français », ajoutait la dame baladée, en pleine insurrection, dans un jet privé appartenant à un des voleurs de la clique de Ben Ali Baba. Tous les Français feraient ainsi lors de leur séjour à Djerba ? Tous les Français n'ont, en tout cas, guère la possibilité de squatter les écrans télé telle la ministre ce soir-là, quittant Canal+ à 19h55 pour être en direct sur F2 à 20 heures précises. Les studios des deux chaînes étant loin d'être mitoyens, le doute n'est plus possible : mouche à merde, c'est Wonderwoman. Une Wonderwoman agacée : « Écoutez, j'ai juste pris cinq jours de vacances, et franchement je les méritais ». On n'en doute pas, Mouche. « J'ai pas pensé à mal », qu'elle dit, et « je suis meurtrie, vraiment meurtrie ! »

Pauvre mouche, pauvre Mam, qui, toute meurtrie qu'elle fut, n'en conclura pas moins sa toute martiale intervention par un « Je ne démissionnerai pas », qui vaut son pesant de culot et son poids de foutage de gueule. « Je ne démissionnerai pas », disait aussi Woerth en son temps. Depuis, il s'est fait gravement lourdé. À méditer, Mouche, n'est-ce pas... Car même si, selon Baroin, porte-parole du Sarkozystan, « l'affaire est close » désormais (pour qui il se prend ce morveux, pour un proviseur de base ?), tout porte à croire qu'à la première occase Mam sera, comme Woerth, débarquée. Tiens, une station-service : Michèle, sois gentille, va donc nous chercher des Kinder... Allez Fillon démarre, démarre !

Cependant, accabler la Mouche se révèle par trop aisé, et ne saurait nous faire oublier que madame Royal, à la suite de sa campagne de 2007, était partie « se ressourcer », où donc ? En Tunisie, que Strauss-Kahn fut décoré par Ben Ali himself le 18 novembre 2008, et qu'il vanta alors le modèle tunisien, « meilleur modèle à suivre pour les pays émergents ». Sic. Et Sarko, quand on y repense : c'est à Louxor que le gars avait pris ses premières vacances en compagnie de Carla et de toute la smala, aux frais de Bolloré, son copain milliardaire. Force est donc de constater qu'Égypte, Tunisie, « destinations préférées » des Français qui ont les moyens – et pas

de cerveau –, fut aussi, de long temps, celles du personnel politique. On apprendrait que Krivine coule une retraite heureuse en compagnie d'Arlette L. du côté de Charm el-Cheikh qu'on en serait pas plus étonné.

En France, pendant ce temps, quoi en France ? La routine pépère, si ce n'est ces Compagnies Républicaines de Sécurité en grève de la faim, pas en grève de la Kronenbourg : ils n'auraient jamais tenus trois jours. « On est une famille CRS ! », beuglait l'autre jour l'épouse d'un de ces fourbus militaires qui refusent – on aura tout vu ! – désormais de déménager. Famille CRS : me vint alors à l'esprit l'image des petiots, de la môman, de la mamie, des frères et des sœurs, tous bien uniformés matraques et casques en sursis... Pour me débarrasser de l'image enquinante j'allais pour m'en rouler un petit quand la ministre des Sports, Chantal Jouanno qu'elle s'appelle, s'est invitée dans le poste afin de donner son avis sur un sujet que, visiblement, elle ne connaît qu'imparfaitement : « Quand on voit les dégâts que fait le dopage dans le sport, on ne peut qu'être contre la légalisation du cannabis », a dit la madame, sans rire. J'ai donc revêtu mon jogging flambant neuf, et je suis parti dormir.

Frédo Ladrisse

<http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com/>

Ça groove en Égypte

Après la révolte tunisienne, c'est au tour des Égyptiens de gueuler leur ras-le-bol dans les rues. Ces derniers jours, on comptait deux millions de manifestants au Caire et un million à Alexandrie. Ces millions d'Égyptiens courageux font face en ce moment à un choix fatidique. Des centaines d'entre eux ont été emprisonnés, blessés, et certains tués ces derniers jours. Mais s'ils persistent dans leur soulèvement pacifique, ils pourraient mettre fin à des décennies de tyrannie.

Femmes tunisiennes et iraniennes

Une grande marche des femmes était organisée à Tunis, où femmes et hommes manifestaient au cri de « Moussawat » (égalité) pour exiger la laïcité et l'égalité totale entre les hommes et les femmes dans la nouvelle constitution. Au même moment, un collectif de femmes iraniennes publiait son soutien aux revendications des femmes tunisiennes.

Keufs en grève

La politique de réduction des effectifs et de course folle au résultat du gouvernement ont poussé de nombreux CRS à un mouvement de protestation inédit par son ampleur contre les projets de fermeture de compagnies, susceptibles de se généraliser et d'entraîner « une paralysie » des services, selon les syndicats de police. Et si on en profitait pour faire comme en Tunisie ?

Procès de Chambéry

Jeudi 27 janvier 2011 s'est tenu au palais de justice de Chambéry, le procès d'un journaliste et de 5 syndicalistes pour « occupation et

entrave à la circulation des trains » dans le cadre du mouvement social contre les retraites de 2010, soutenu par plus de 70 % de la population. Le procureur a requis à l'encontre de chaque inculpé 1 500 euros d'amende avec sursis pour moitié. La SNCF a, elle, demandé 46 000 euros de dommages et intérêts, correspondant à l'impact supposé sur la circulation ferroviaire du 2 novembre 2010. Le jugement a été mis en délibéré pour le 4 mars.

Les gendarmes rient jaune

Une enquête administrative a été ouverte à la suite d'une vidéo montrant notamment un gradé de la gendarmerie utiliser des gaz lacrymogènes contre des manifestants pacifistes qui tentaient de retarder un train touristique dans le département du Gard, pour protester contre ce qu'ils estiment être une tentative de rattachement de leur communauté de communes à une autre. Bref, pas de quoi employer d'aussi grands moyens répressifs. Soixante-quatre plaintes ont été enregistrées. À suivre...

Bravo !

Plusieurs groupes d'activistes ont décoré, à l'aide d'autocollants géants, les écrans publicitaires high-tech installés par la RATP. Environ 80 panneaux ont été délicatement relookés dans une douzaine de stations (Auber, Opéra, Saint-Lazare, République, Grands-Boulevards, Villiers, Place-d'Italie, Montparnasse, Pasteur, Denfert et La Motte-Piquet). Rappelons qu'environ 400 écrans de ce type fonctionnent actuellement dans les couloirs du métro et du RER parisiens.

Bravo (bis) !

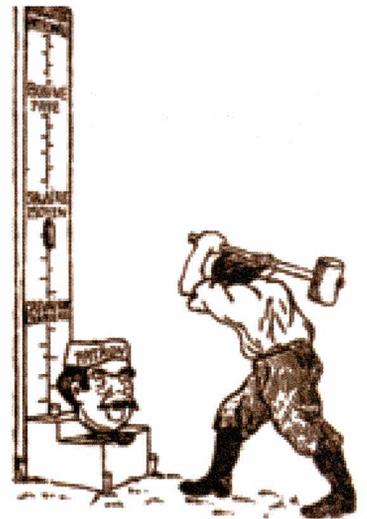
Le 20 janvier, à l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle, sur le vol AF 3 096 Paris-Bamako, un homme de nationalité malienne devait être expulsé. Des passagers ont protesté et filmé la scène, quatorze d'entre eux ont été placés en garde à vue et sont passibles de poursuites judiciaires. Vichy le retour !

Allons faire chier les riches

Des militants du Collectif des mal-logés en colère ont occupé la mairie de Neuilly-sur-Seine, qui compte 4 % de logements sociaux alors que la loi SRU impose aux communes de plus de 3 500 habitants d'atteindre un quota de 20 %. Et si on s'occupait un peu plus de leurs beaux quartiers ?

Homophobie : ras-le-bol !

Une quinzaine de personnes se sont réunies à Paris pour rendre hommage au militant homosexuel ougandais battu à mort dans son pays.



PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Se battre pour l'accès à la contraception et à l'IVG

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

QUARANTE ANS APRÈS les premières luttes pour la libération des femmes, ces dernières, et surtout les plus jeunes d'entre elles, en ont marre de devoir galérer pour trouver de l'information sur l'éducation sexuelle, la contraception et de se cacher de leurs familles pour avoir le droit de choisir si elles veulent ou non garder un enfant. Retour sur l'histoire et perspectives des luttes.

Un peu d'histoire moderne : le MLAC

C'est en 1970, peu après mai 68, que le Mouvement de libération des femmes (MLF) commence à mener des actions spectaculaires pour dénoncer l'oppression des femmes et revendiquer, entre autres, le droit à l'avortement. Le 5 avril 1971, 343 femmes, célèbres ou anonymes, signent un manifeste (dit le « Manifeste des 343 salopes »), dans lequel elles affirment avoir avorté, et donc avoir enfreint l'article 317 du Code pénal de 1810, et revendiquent la liberté de l'avortement. Certaines des signataires payeront très cher leur engagement. Naturellement pas les artistes ou les femmes écrivains, mais les intérimaires de l'enseignement ou des administrations, qui se voient brutalement renvoyées après la publication du manifeste.

Après le procès pour avoir enfreint la loi et avortement de Marie-Claire à Bobigny en 1972, 331 médecins, issus du Groupe d'information santé (GIS) signent également un manifeste le 3 février 1973, dans lequel ils déclarent pratiquer des avortements. Ces deux manifestes et les réactions qu'ils génèrent aboutiront à la création du Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception (MLAC). Il rassemble des féministes, le GIS, le Mouvement français pour le plan-

ning familial, l'Alliance marxiste révolutionnaire, la Ligue communiste (qui ne s'appelait pas encore Ligue communiste révolutionnaire), Révolution, Lutte ouvrière, le PSU, la CFDT, mais aussi des individus « non organisés ». Son originalité est d'être un mouvement mixte, mais surtout de pratiquer deux actes illégaux : des avortements sur place par la méthode Karman et des départs collectifs pour avorter à l'étranger, voyages considérés comme des actes militants et publics. En été 1974, le MLAC, qui compte 400 comités et 15 000 adhérentes recensées, organise une caravane itinérante (avec des arrêts dans divers lieux de lutte, comme à Romans, chez les Lip à Besançon et sur le plateau du Larzac). Des comités sont fondés dans des hôpitaux parisiens (à Broussais ou à Saint-Louis), d'autres dans des entreprises, issus de sections syndicales, souvent très féminisées, comme aux chèques postaux ou dans les banques. Des comités sont également créés dans des universités et même des lycées.

Un exemple à suivre

La loi est donc ouvertement bafouée. Après les manifestations qui ont suivi l'inculpation d'Annie Ferrey-Martin, médecin à Grenoble, pour avoir pratiqué un avortement, le planning familial grenoblois ouvre publiquement en avril 1974 un centre où il pratiquera des avortements. L'illégalisme du MLAC amènera à deux prises de position différentes. Certains militants mettent en avant l'objectif politique du mouvement, tandis que d'autres s'interrogent sur la place des non-médecins dans la pratique des avortements et sur la nécessité d'une loi. Si une autre association, « Choisir », présidée par Gisèle Halimi, revendique une loi

légalisant l'avortement, le MLAC, pour sa part, redoute en effet l'encadrement par les pouvoirs publics qu'impliquera effectivement la loi.

La résultante de cet acte de désobéissance publique est que ces transgressions ouvertes et répétées de la loi la rendent obsolète et Giscard d'Estaing est bien obligé de céder à la pression populaire. Il confie le dossier à Simone Veil, ministre de la Santé. Elle défendra son projet de loi devant une Assemblée nationale déchaînée, essuyant des propos antisémites. Cependant, la loi est promulguée en 1975 ; elle légalise l'avortement sans le reconnaître comme un droit, loin de là (pas de remboursement par la Sécurité sociale, entretien préalable, limitation à dix semaines). Il faudra attendre 1979 pour que cette loi soit rendue définitive, après de nombreuses manifestations de rue. Mais ensuite, commence un autre combat : faire appliquer la loi, ce que refusent certains hôpitaux (comme Cochin).

Des avancées...

En 1982, la loi Roudy permet le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale. En 1988, un arrêté légalise la distribution la pilule abortive, le RU 486. En 1999, le Norlevo, médicament permettant une contraception d'urgence, appelé aussi « pilule du lendemain » est en vente libre dans les pharmacies. En mars 2001, dans les collèges et les lycées, les infirmières scolaires sont autorisées à délivrer le Norlevo. Enfin, le 4 juillet 2001, la loi Aubry dépénalise l'avortement, porte de dix à douze semaines le délai légal de l'IVG, supprime l'autorisation parentale pour les mineures, rend facultatif l'entretien pré-IVG pour les femmes majeures et autorise la pres-





Prière publique de SOS tout-petits devant l'hôpital de la Tronche à Grenoble en novembre 2010.

cription de la pilule RU 486 par les médecins de ville. La loi élimine également la restriction de la loi de 1975 : l'IVG était seulement autorisée pour les femmes pour qui la grossesse les « plaçait dans une situation de détresse ». En 2002, les pharmaciens doivent distribuer gratuitement la pilule du lendemain aux mineures. En 2004, l'IVG médicamenteuse est autorisée chez les gynécologues et certains médecins généralistes pour les grossesses inférieures à cinq semaines. Un décret organise aussi l'avortement à domicile (certaines associations féministes déplorent cependant les conditions dans lesquelles ils sont pratiqués, sans assistance médicale et psychologique). Enfin, en 2009, le planning familial est autorisé à pratiquer des IVG médicamenteuses.

Et des reculs !

Ces avancées pourraient nous faire penser que l'histoire va dans le bon sens. Malheureusement, si les centres du planning familial sont autorisés à pratiquer les IVG médicamenteuses, il faut bien souligner que faute de subventions, la plupart de ces derniers sont acculés et obligés de fermer leurs portes. Plusieurs d'entre eux ont essayé de résister à cette forme financière de déni du droit de choisir. De surcroît, plus les avancées légales ont vu le jour, plus la résistance des associations anti-IVG s'est renforcée, souvent soutenue par des lobbies politiques. On a même vu en 2003 un député UMP voulant réinstaurer un « délit d'interruption involontaire de grossesse » dans la législation. Il est vrai que les mouvements pro-vie (ou anti-IVG) sont nés de l'opposition à la loi Veil. Catholiques intégristes, d'extrême droite ou bien réactionnaires de tous bords réclament depuis cette époque l'abolition du droit à l'avortement et se posent en défenseurs des embryons et des fœtus. Depuis trente-cinq ans, leurs commandos, menés par les associations SOS tout-petits

et conjoints, tentent de culpabiliser les femmes qui viennent chercher de l'aide pour avorter dans les cliniques, les centres IVG et du planning familial. À l'image de leurs cousins américains, on les a même vus s'enchaîner pour tenter d'empêcher des avortements.

Cathos et fachos intégristes main dans la main

Tous les ans, ils organisent à Paris une « Marche pour la vie » (voir dessin) entre la place de la République et l'Opéra. S'y réunissent les cathos intégristes et leurs amis d'extrême droite venus de toute la France et d'Europe (surtout des pays à forte majorité anti-IVG : Pologne, Irlande, Portugal, etc.). Les slogans inscrits sur leurs banderoles sont sans équivoque, tandis que certains défilent (comble du mauvais goût) le cou entouré de colliers de fœtus en plastique et sanguinolents... Ils ne manifestent pas seulement pour défendre des embryons, ils perpétuent ainsi la défense du modèle familial blanc, hétérosexuel, patriarcal, celui qui a toute sa place dans le système capitaliste, vecteur d'oppression pour toutes celles qui tentent de s'en libérer ou qui en sont exclues. Cette année, début janvier, ils jubilaient : pour la première fois, le pape soutenait la marche et ce, officiellement ! Act-UP Paris a tout de même réussi le pari de maintenir sur le parcours une banderole sur laquelle était écrit « Des berceaux pour les trans et les homos » (bravo à eux). Une petite soixantaine de militants pro-IVG ont tenté d'haranguer les manifestants à l'arrivée, mais bien évidemment, ce sont eux qui se sont fait embarquer par les flics venus en force, tandis que les anti-IVG hurlaient leurs prières sans vergogne, sous protection policière et préfectorale et ce, dans un pays qui aime se déclarer haut et fort « laïc » (c'est pourquoi nous préférons le terme plus franc et moins ambigu d'athée).

Du recours à la légalité à la lutte sur le terrain

Devant la déferlante des associations anti-IVG et le peu de réactions (de guerre lasse ?) des organisations politiques, le planning familial, les avocats de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement (Cadac) et l'Association nationale des centres d'IVG se remettent à interpeller les autorités, afin que ces dernières fassent mieux appliquer les lois sur l'éducation sexuelle et l'IVG. Ces associations se fondent sur un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) d'octobre 2009 constatant une « application partielle et inégale » des lois sur l'IVG. Les associations dénoncent notamment la non-application de la loi du 4 juillet 2001 rendant obligatoires une information et une éducation à la sexualité dans les établissements scolaires du primaire au secondaire. Le droit des jeunes à un accès gratuit, confidentiel et autonome à la contraception « leur est tout simplement dénié », soulignent les avocats de la Cadac. De plus, l'accès à l'IGV est inégal sur l'ensemble du territoire, notamment en raison du désengagement du secteur privé car l'acte est manifestement « sous-tarifé » puisqu'il est payé au forfait 356 euros, contre 600 euros pour une fausse couche spontanée.

Pire : selon le rapport de l'Igas, le nombre d'établissements réalisant des IVG a diminué, passant de 729 en 2000 à 639 en 2006 sur l'ensemble du territoire français. Les fermetures de petits services se sont accentuées depuis, ce qui restreint d'autant l'accès à l'avortement, notamment en Ile-de-France (124 en 2006 contre 176 en 1999) et en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Chaque année, la France comptabilise environ 200 000 avortements pour 800 000 naissances, « mais il y a toujours 3 000 à 4 000 femmes qui se font avorter à l'étranger faute de pouvoir le faire ici », regrette le planning familial. Mais nous, anarchistes, savons que passer par la légalité ne sert à rien (ou si peu). C'est pourquoi nous devons défendre bec et ongles les quelques miettes que les politiques nous ont accordées, mais ne l'oublions jamais au prix de nos luttes, toujours à renouveler. Nous ne lâcherons rien, nous reprendrons tout, la réouverture du centre IVG de l'hôpital Tenon à Paris en est le premier exemple, continuons le combat !

Petite note d'optimisme : la réouverture du centre IVG à Tenon

En effet, achevons ce triste constat de ces reculs par une petite touche d'espoir. Grâce à la mobilisation des habitants du XX^e arrondissement de Paris, des associations, organisations syndicales et politiques, le centre IVG de l'hôpital Tenon a rouvert ses portes. Il aura fallu deux occupations de la maternité, des manifestations devant l'AP-HP pour obtenir ce résultat. Seule la lutte paye !

P. S.

Face à la violence, face au pacifisme, l'anarchisme

John Rackham

Groupe Pavillon noir
de la Fédération anarchiste

DANS LE CONTEXTE ACTUEL d'oppression croissante des peuples par le capitalisme, où le mot « anarchie » est à nouveau rapproché de celui de « violence » par les sbires du pouvoir pour disqualifier les dignes révoltes qui éclatent ici et là dans le monde, il nous semble judicieux d'entreprendre à nouveau une réflexion sur la violence.

La violence est un rapport social, puisqu'elle implique toujours un agresseur et un agressé, une atteinte portée à l'intégrité d'un tiers – physiquement ou moralement. C'est un rapport brutal, de domination, entre des gens. Mais, tous les gens n'ayant pas le même avis, n'occupant pas la même position dans la société, n'auront pas la même idée de ce qu'est la violence et de ce qui ne l'est pas (par exemple, ce qui relève de la légitime défense). En ce sens, la violence est aussi, malgré sa cruauté, une notion relative. Ce que certains qualifient de « violence » ne l'est pas pour tous. Ce peut être légitime pour les uns, illégitime les autres.

La violence pose en réalité un problème politique, puisqu'elle implique un jugement éthique des composantes de la société sur les rapports humains souhaitables et ceux qui ne le sont pas. Il n'est pas anodin de relever que le mot « violence » est le plus souvent employé par le pouvoir, pour dénigrer ses opposants – réels, supposés, fantasmés, fabriqués. On pourrait trouver cela paradoxal puisque l'essence même du pouvoir est de s'imposer à tous, par la force, au nom d'une pseudo-légitimité toujours bricolée à grand renfort de communication. Mais c'est en réalité fort logique puisqu'il prétend détenir le monopole exclusif de la force. La tartufferie du pouvoir, lorsqu'il est contesté, consiste donc à délégitimer (à coups de qualificatifs de « violents », « casseurs », « délinquants », « racaille », « terroristes », etc.) tout ce qui critique ses principes éminemment violents, tout ce qui sort de son contrôle total de la

société. En suscitant la peur, il se légitime lui-même comme violence pseudo-nécessaire de répression.

Le mot « violence » fait en effet, et à juste titre, généralement horreur à beaucoup, bien des gens aspirant légitimement à une vie sociale apaisée, sans violence. La stratégie du pouvoir consiste donc d'une part à dissimuler sa propre violence sous des discours et divertissements lénifiants, et d'autre part à détourner la cause de tous les problèmes que suscite structurellement sa nature autoritaire, sur des boucs émissaires fantasmés (si possible ses contestataires, à défaut les étrangers). Isoler, discréditer, diviser le mouvement social. Il faut faire peur, diviser pour régner.

Or une partie du mouvement social, que l'on peut qualifier de « réformiste », s'est trop souvent placée dans l'ornière (bien confortable pour ses représentants de tout poil) d'un refus d'une opposition réelle, matérielle, en actes, à la violence du pouvoir. C'est l'argumentation pacifiste, consistant à faire accroire aux gens qu'il ne faudrait pas, en agissant, donner au pouvoir l'occasion de discréditer la contestation, ni donner une mauvaise image. La contestation devrait donc passer sous les fourches caudines de la loi, des institutions, pour être légitime. Ce discours dissimule mal la volonté affichée des pontes de la gauche et du syndicalisme de manger à la gamelle. Cette frange du mouvement s'est ainsi, bien trop souvent, cantonnée à des paroles stériles, sans passer à l'action révolutionnaire, qui est toujours et fondamentalement a-légale, et donc illégale, c'est-à-dire en rupture avec l'édifice des lois soutenant l'édifice du pouvoir.

Le discours pacifiste se fait même collaborationniste, lorsqu'il hurle avec les loups contre des contestataires agissant hors des moyens institutionnels (et donc hors des partis, des syndicats et de leur contrôle) pour remettre en cause le pouvoir. Ce qui est

logique pour ces pontes de la cogestion, gagnés par les ors de la République. Le discours stérile et illusoire de la social-démocratie qui maquille sa soif de pouvoir derrière un pacifisme citoyen et républicain neutralisant toute critique des structures conflictuelles de la société, ne critique qu'en surface le système (dont elle fait partie intégrante), pour mieux renforcer sur le fond la pseudo-légitimité d'un pouvoir, qu'elle brigue.

C'est contre ce confusionnisme, et parce que cette notion de violence est relative à un questionnement politique, social, jamais neutre, impliquant un rapport social généralisé de conflit structurel, de lutte des classes, que des mouvements insurrectionnalistes (certains courants marxistes, et même certains courants de l'anarchisme avec « la propagande par le fait ») ont pu revendiquer une « violence légitime », en évoquant la lutte des classes comme « guerre sociale ». L'action directe violente, tout en réagissant à des violences d'État, espérait – parfois comme avant-garde prolétaire proclamée – témoigner d'un état de conscience politique, celui du refus de palabrer avec un pouvoir intrinsèquement violent, pour entraîner les masses dans la guerre sociale.

Cette stratégie, cette revendication tactique de l'appropriation de la « violence » au prétexte d'un état de « guerre », a échoué. Car contrairement à la plupart des guerres, la spécificité de la lutte des classes n'existe pré-

cisément que par la méconnaissance de cet état de conflictualité réelle chez une partie importante de la classe dominée. La classe dominée ne se sent majoritairement pas en guerre. Si elle l'était, elle balayerait sans peine ses oppresseurs. N'est-il donc pas tactiquement défavorable de nous approprier, de façon certes polémique, subversive et pourquoi pas pertinente, le même mot de « violence » qui nous est attribué par le pouvoir pour nous discréditer auprès du plus grand nombre ?

Le capitalisme tient par l'assentiment du nombre. Au petit jeu de la violence sociale, qui est son terrain privilégié puisqu'elle est sa nature même, il est le plus fort pour brouiller les cartes. Par ses médias de masse, diffusant l'acculturation politique, la peur de manquer de moyens de subsistance (chômage, précarité), l'injonction permanente à la consommation, la pseudo-contestation, il entretient dans l'abrutissement, la résignation, la peur et des rêves factices et stériles, une grande partie de la population, toujours plus atomisée et isolée, avec un mépris aussi abyssal qu'est radicale sa violence, à laquelle il éduque et habitue les peuples (patriarcat, école autoritaire, salariat, police, justice). Cette situation d'asservissement, d'abrutissement de masse est tout aussi réelle que la lutte de classe, elle en est même la condition. Interpréter la lutte de classe comme une guerre acharnée de deux ennemis conscients, sans reconnaître ce qui va avec,

c'est-à-dire l'asservissement d'une grande partie de la société aux idées du pouvoir, et s'approprier le mot de « violence », n'est pas forcément des plus judicieux, si le but est de renverser la classe dominante. On risque fort, même si l'on a « raison tout seul », de se retrouver trop seul à l'être. Et d'en subir les conséquences, de la part d'un pouvoir trop heureux d'utiliser la revendication de « violence » de la part de ses adversaires, pour instaurer davantage de peur, les discréditer davantage, et asseoir davantage encore son emprise sur une société toujours plus résignée. Nous ne sommes pas plus pour l'avant-garde guidant le peuple, que pour l'héroïsme au cimetière.

Nous pensons qu'il y a peut-être une réflexion plus radicale à tenir, dépassant à la fois celle, réformiste, fuyant tout acte de résistance pour demeurer sur les strapontins et se condamnant à la passivité voire à la collaboration, et celle de la « violence révolutionnaire », consistant à s'approprier la « violence », à la fois idéologiquement et tactiquement.

Notre position est de nous battre avec détermination, tout en niant le qualificatif de « violence » à nos actes de résistance, et en bannissant ses postulats de notre éthique.

Le rejet de la violence n'implique pas d'accepter la violence sur soi et sur les autres sans répondre. Ça, c'est accepter la violence, la cautionner même, puisque la résignation EST son fondement ! Est-ce vraiment de la « violence », lorsque le dialogue échoue ou est impossible face à une violence, de refuser de tendre l'autre joue, de ne pas laisser faire la violence lorsqu'on assiste à une agression perpétrée sur soi ou sur autrui ? Recourir à la force pour empêcher une violence, n'est-ce pas plutôt un refus cohérent de la violence, une forme radicale de non-violence ?

Les religieux, les pacifistes et les partisans du pouvoir nous trompent en prétendant que la violence se « reproduira » si l'on recourt à la force pour résister : nous considérons qu'il s'agit d'une confusion entre force et violence. La force, comme le pouvoir, a deux acceptions. La première est la contrainte de gens sur d'autres (« le pouvoir », « forcer » les autres) : en tant qu'anarchistes, cela nous est odieux. C'est en ce sens que nous combattons le pouvoir. La deuxième désigne la réappropriation de ses moyens de vie, l'ouverture aux possibles (la « force » comme expression individuelle et collective de la vie qui trouve sa voie, le « pouvoir » comme la possibilité d'agir enfin par nous-mêmes en brisant les carcans qui nous enchaînent). De la force et du pouvoir, nous ne revendiquons que la deuxième acception, à laquelle nous ajoutons l'entraide et la solidarité qui sont notre seule arme.

Ceci implique de combattre la violence réelle, c'est-à-dire celle du pouvoir, et de résister à toutes les personnes qui nous l'imposent. Par la parole si possible, par la force



Peinture de Magis.

s'il le faut. La violence ne se perpète et ne se reproduit, c'est-à-dire ne s'installe comme mode de relation sociale, que si l'on s'y résigne, que si on la tolère, y compris par le pacifisme.

Cela implique aussi, puisque ces deux acceptions ne peuvent être qualifiées que socialement, de construire socialement, et donc politiquement, une alternative radicale, révolutionnaire, à la violence sociale. Pour cela, il serait judicieux d'arrêter de cautionner l'idée de violence, de relayer ce mot du pouvoir créé pour nous discréditer.

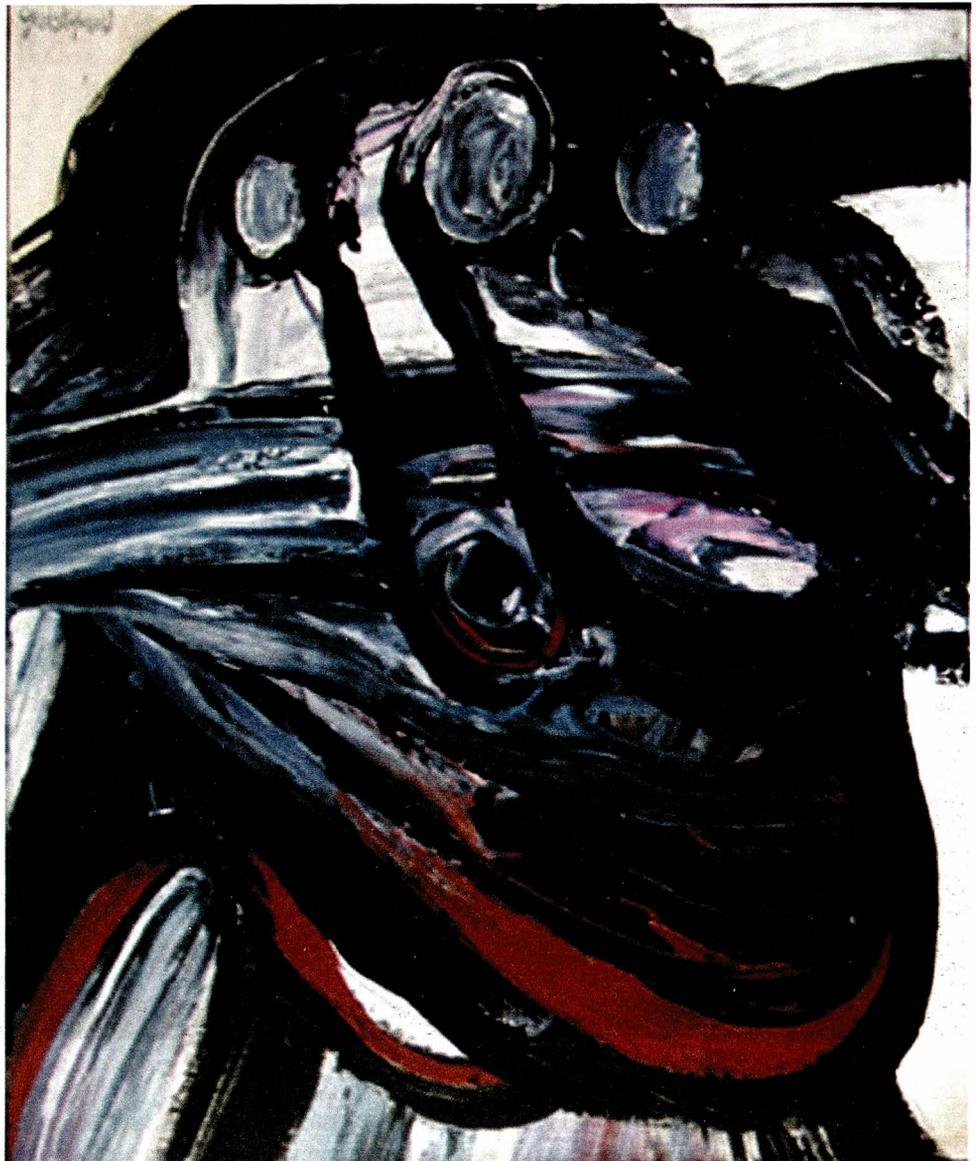
Préférer l'idée de légitime défense n'est pas qu'une querelle de mot, mais une différence politique de fond sur les moyens et donc sur les fins : les anarchistes, à l'inverse des léninistes, exigent un accord entre les moyens et les fins. Le bilan des expériences des pseudo-révolutions marxistes-léninistes est sans appel pour nous. Clarifier nos idées sur la violence n'est donc pas accessoire, mais fondamental. Contrairement au discours du pouvoir (qu'il soit capitaliste, léniniste ou autre), nous ne considérons pas la violence comme nécessaire ou légitime dans l'organisation de la société. L'anarchisme est par ailleurs plus une pratique qu'un dogme, et nous ne nous considérons pas assez dogmatiques pour être prêts à infliger, dans nos moyens de lutte, des violences cruelles aux autres sous prétexte de détenir une vérité.

Il y a une différence réelle entre assassiner un patron au nom de la vérité révolutionnaire, et se défendre, par la force s'il le faut, des attaques de ses nerfs et des flics, pour tenir un atelier occupé et autogéré, dont la production est débattue, et mise à la disposition de la société.

Il y a aussi une différence entre porter atteinte aux personnes, ce que nous voulons éviter au maximum, et porter atteinte aux biens. Se libérer des carcans matériels édifiés pour nous exploiter, nous opprimer et défendre le capital (banques, prisons, casernes, publicités...).

Il y a une différence entre la personnification des problèmes (la violence disparaîtrait si on éliminait ses acteurs), et l'action sur les rapports sociaux de violence, qui est bien plus un rapport social qu'une question de personnes. Sinon, il suffirait de mettre des révolutionnaires au pouvoir. Nous ne le voulons pas, parce que nous croyons que le pouvoir est maudit, qu'il corrompt tout, et qu'il n'est pas à prendre mais à abolir. Il y a une différence entre prendre le pouvoir étatique par un coup d'État armé dans le but prétendu de s'en débarrasser « plus tard », et se réapproprier les moyens de production, d'échange et de distribution par la grève générale expropriatrice.

Enfin, refuser l'autorité et sa violence implique non seulement l'acceptation, mais aussi la reconnaissance d'une diversité tactique, comme atout, comme force. Notre conception de l'organisation n'est pas cen-



traliste, partielle, uniformisante, et refuse « la dictature du prolétariat ». Elle est diverse, elle est libre, elle est fédéraliste et attachée à l'autonomie, à l'action directe de ses composantes s'associant librement dans les luttes et les alternatives. Nous ne voulons pas la lutte de classe, nous la subissons. Nous voulons une société sans classe ni État.

Mais la lutte de classe est là. Pour en finir avec elle, il ne faut pas la cacher, mais la voir. Cesser de consentir, nous mettre debout, résister, nous défendre avec fermeté et force contre la violence globale de ce système. S'il nous semble judicieux, tant éthiquement que stratégiquement, de ne pas revendiquer la « violence », il nous semble indispensable de faire cesser la violence structurelle du pouvoir, et pour cela de construire un véritable rapport de force social, en nous organisant résolument sur des modes d'organisation et de lutte antiautoritaires. C'est par la multiplicité tactique librement fédérée, que nous pouvons faire reculer tous les totalitarismes idéologiques et matériels qui accablent l'humanité. En cela, nous sommes révolutionnaires.

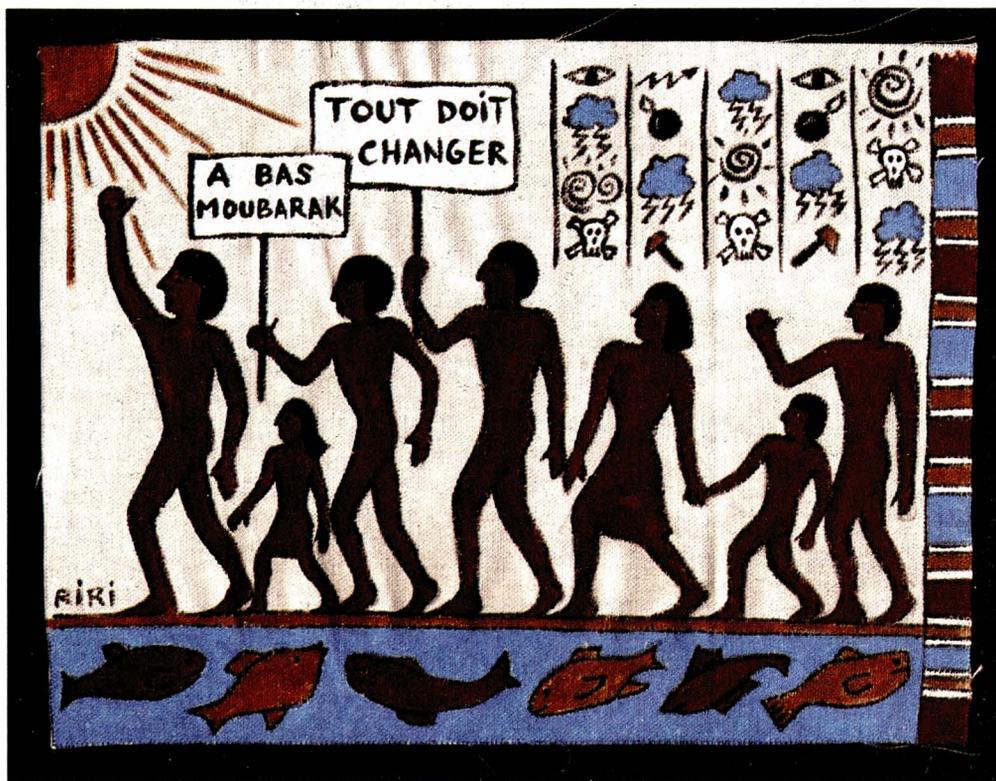
Pour la même raison, par ce respect de la diversité tactique et des analyses multiples en

fonction de différentes situations de lutte, il nous paraît odieux de hurler avec les loups. Nous ne dénoncerons jamais des réactions individuelles et/ou populaires plus ou moins spontanées de révolte et de colère, de « violences » sporadiques, en réaction à l'horreur de la violence capitaliste et étatique. Les gens, lorsqu'ils sont trop longtemps opprimés, peuvent perpétrer des « violences » – nous jugeons cela non seulement inévitable, mais aussi tout à fait compréhensible. Si nous nous laissons une liberté critique, nous ne souhaitons ni ne saurions donner des leçons aux révoltés de la planète. Sur la base de ces clarifications nécessaires, nous souhaitons nous organiser ensemble, pour être le plus efficace dans notre action permanente contre tous les pouvoirs.

Nous tenons à nous dire solidaires de toutes les victimes du pouvoir structurel, qu'il soit étatique, capitaliste, religieux ou patriarcal, et lançons un appel au fédéralisme des luttes. L'organisation anarchiste, par sa diversité tactique et sa réflexion radicale, à la fois éthique et déterminée, est seule à même de faire reculer la violence insupportable des pouvoirs qui nous oppriment.

J. H

L'Égypte et ses pyramides de problèmes



Pierre Sommermeyer

MARDI 1^{ER} FÉVRIER 2011, la place de la Libération au Caire est noire de monde. Le pari de rassembler un million de manifestants semble avoir non seulement été gagné mais il aurait été dépassé.

La tempête tunisienne est devenue un ouragan et a touché l'Égypte. Ce qui s'y passe a une importance qui dépasse de loin le seul pays du Nil. Il suffit de regarder une carte géographique mondiale pour se rendre compte que ce pays est un verrou entre l'Asie et l'Afrique. Il est difficile de prévoir ce qui va se passer dans les jours et semaines qui viennent. Pour comprendre ce qui peut arriver, quelles difficultés le peuple égyptien va devoir affronter, il faut passer en revue un certain nombre de données, historiques, intérieures et extérieures. Tentons d'en faire l'énumération.

Le problème de la succession

Le slogan repris par les manifestants – « *Dégage Moubarak !* » – pose ce problème.

Bien que multimillénaire, ce pays n'est réellement indépendant que depuis peu. Au début de notre ère, il a été romain, puis byzantin, puis sous domination arabe et enfin sous domination turque jusqu'à la fin du XIX^e siècle, puis sous influence de la Grande-Bretagne. C'est avec Nasser que le pays accède à la pleine indépendance en 1954 en détrônant le roi Farouk. La

nationalisation du canal de Suez annonce triomphalement l'importance internationale de l'Égypte. Depuis le règne des Mamelouks, toutes les successions se sont passées dans les heurts.

Importance idéologique de l'armée

L'armée a contrôlé l'Égypte pendant près de trois cents ans (1250-1517) sous l'ère de cette dynastie non héréditaire des Mamelouks. Composée d'esclaves, l'armée d'alors ressemble beaucoup à celle d'aujourd'hui, avec plus d'un demi-million d'hommes, tout autant – si ce n'est davantage – de réservistes, provenant pour la plupart des couches les plus défavorisées des campagnes. C'est la même armée qui a tenté de résister à l'attaque concertée menée fin octobre 1956 par la France, la Grande-Bretagne et Israël. Résistance suffisante pour permettre aux États-Unis et à l'URSS d'obliger les attaquants à évacuer le pays. Cette agression était la conséquence de la décision de Nasser, colonel de son état, de nationaliser le canal de Suez qui jusque-là appartenait à des actionnaires britanniques. L'idée même de reprendre le canal devait être abandonnée. Depuis, l'armée tient sa légitimité de cet épisode. Sa défaite lors de la guerre de Kippour en 1973 n'y changera rien. La remettre en cause, c'est trahir le nationalisme et le patriotisme égyptiens.

Importance économique de l'armée

La place économique de l'armée dans l'économie égyptienne est peu connue. Il est probable que, comme dans tout pays où l'armée est aussi puissante, son empreinte économique doit être à la dimension de son importance politique. Selon Joshua Stacher, un spécialiste américain de l'institution militaire égyptienne, l'armée contrôle entre 33 et 45 % de l'économie du pays. Il est difficile de savoir les choses exactes. Il en fut déjà de même en Union soviétique. Mais là comme ailleurs les informations distillées par Wikileaks apportent des informations importantes : un câble publié en décembre dernier nous apprend que les forces armées fabriquent toutes sortes de produits allant des bouteilles d'eau à l'huile d'olive, des tuyaux aux câbles électriques, des appareils de chauffage, etc., dans des usines toutes contrôlées par les militaires. En outre, de nombreux hôtels et des entreprises de construction leur appartiennent, comme de grandes étendues de terre.

La place de la religion

La religion, présente depuis les origines du pays, irrigue toute l'Égypte, des monuments archéologiques aux plus récentes mosquées. La plus vieille synagogue du monde (v^e siècle avant notre ère) a été localisée dans le sud du pays sur l'île d'Éléphantine. La seconde religion de l'Égypte est chrétienne, copte, et elle est bien plus ancienne que la religion musulmane arrivée dans les fourgons des conquérants arabes en l'an 640. Depuis, la religion musulmane est prépondérante. Au sommet de la hiérarchie religieuse, il y a l'université Al Azhar et ses imams. C'est de cet endroit que la théologie musulmane la plus orthodoxe provient. C'est en son sein que sont formés la plupart des membres du clergé musulman. Un homme bien connu dans notre pays, Tariq Ramadan, en est issu.

La hiérarchie copte comme musulmane est d'un conservatisme à tout crin. Dans ce pays enfermé dans un système autoritaire, la religion est un refuge, un remède, une explication à sa misère.

Le monde politique

La composition du système politique égyptien est, au fond, assez simple, mais en même temps est très opaque. La composition de l'Assemblée nationale est sans intérêt, la participation aux élections n'étant pas libre et les résultats étant truqués au su et au vu de tout le monde. Au pouvoir, il y a le Parti national démocratique avec, autour de lui, plusieurs petits partis plus concernés par leur propre survie que par une réelle activité militante. Il y a surtout l'épouvantail des Frères musulmans, parti officiellement en liberté... provisoire. Du fait de leur situation, personne n'est sûr de leur importance réelle. Le pouvoir a tout intérêt à leur donner une dimension de danger islamiste maximum. Ce que l'on peut déduire des informations qui filtrent, c'est que la structure de direction est divisée entre, d'une part, des conservateurs qui, ayant payé un prix très lourd avec un passage en prison, ne



veulent pas prendre de risques et désirent se consacrer à la prédication, d'autre part une tendance plus jeune, plus radicale, plus engagée dans les syndicats, rassemblant des journalistes, des avocats ou des ingénieurs. Ce travail d'infiltration leur donne en même temps l'occasion d'entrer dans la modernité, ce qui ne peut que provoquer des tensions dans un groupe politico-religieux que l'on soupçonne de vouloir imposer la charia. Cette situation dans l'entre-deux est apparue au grand jour avec les manifestations de ces derniers jours.

Le rôle géopolitique de l'Égypte

C'est là que l'angoisse occidentale est la plus forte. Le changement de régime serait acceptable pour tout le monde s'il avait lieu ailleurs. Celui qui a eu lieu en Tunisie a été accueilli avec beaucoup de sympathie et d'indifférence. La place historique du pays des pharaons est sans commune mesure. Le Moyen-Orient est une poudrière et l'Égypte en est le garde. Elle fut, sous Nasser, un héraut de l'unité arabe en créant la République arabe unie (Égypte et Syrie) en 1958 – qui dura seulement trois ans, Bagdad ne supportant pas l'autoritarisme égyptien. En 1973 on remet ça sous une forme militaire en tentant, avec le même pays et l'assistance du Pakistan, de l'Algérie et de l'Arabie Saoudite, de prendre Israël en tenailles. C'est l'échec. Les conséquences sont au contraire positives. La solidarité arabe a pour conséquence le choc pétrolier de 1973. Des négociations de paix ont lieu aux États-Unis sous la présidence de Jimmy Carter. En 1979 la paix est signée, le Sinaï revient dans le giron égyptien. Le signataire, Anouar el-Sadate, est assassiné deux ans plus tard et Moubarak, militaire comme son prédécesseur, lui succède. Depuis, le régime du Caire est le garant de la paix dans la région.

Le tournant ?

Le mercredi 2 février au soir, des contre-manifestants pro-Moubarak sont intervenus violemment contre ceux qui, depuis plusieurs jours, ont fait vaciller le régime. Que se passe-t-il ? Avant d'avancer des hypothèses, examinons qui sont les protagonistes. Ce que l'on appelait jusque-là la révolution égyptienne se passait,

comme en Tunisie, sans révolutionnaires patentés. Elle était l'œuvre de jeunes gens, mobilisés par des mots d'ordre propagés par les réseaux sociaux. On peut parler de là comme ailleurs de nouvelles couches sociales de diplômés ouverts à la mondialisation. Leurs manifestations se caractérisent par le plaisir d'exister, la rue leur appartient, ils peuvent enfin dénoncer ce qui leur apparaît comme une barrière les empêchant d'entrer dans la modernité. Leur revendication de la démocratie en est l'expression la plus politique. Rappelons, pour les plus radicaux des lecteurs, que ce pays n'a jamais connu un tel régime.

Simultanément, deux choses se passent. Le tourisme est bloqué et les Frères musulmans rejoignent les manifestants. Le blocage touche les plus pauvres qui tentent de vivre d'aléatoires commerces avec les touristes. Sans touristes, il n'y a plus rien à manger. Ceux qui manifestent ont tant soit peu des réserves.

Contre-manifestations

La participation des fondamentalistes fait resurgir le spectre qui hante l'Égypte depuis une trentaine d'années et qui sert de justification habituelle à la répression tous azimuts. Le régime ne pouvait pas se renier.

À partir de là, deux éléments sont à prendre en compte. Les policiers qui ont été chassés de la rue par l'armée ne pouvaient qu'être tentés de prendre leur revanche. C'est chose faite. Les dernières interventions des États-Unis, principaux financiers de l'armée égyptienne, sont restées lettre morte, semble-t-il, Obama et son staff n'ont pas compris que virer Moubarak tout de suite était toucher à l'honneur de l'armée.

Peut-on dire pour autant que « the game is over » ? Rien ne le permet aujourd'hui. Le problème reste entier. Les manifestants du début ne représentent pas le peuple d'aujourd'hui, mais celui de demain. Ils préfigurent un pays, une région nouvelle, un changement en profondeur. Mais la grande misère du petit peuple reste entière. Le salaire minimum est de 6 dollars américains par mois, en Tunisie il est de 69 dollars. Le chemin reste long et les explosions probables.

P.S.

Le Portugal sous le joug du capital

État des lieux de l'exploitation et des luttes



Mário Rui

Article transmis par les Relations
internationales de la Fédération
anarchiste

UN PAYS EN FAILLITE FINANCIÈRE, économique et sociale. Un gouvernement médiocre, soumis au diktat du capital et un Premier ministre, José Sócrates, submergé par des affaires de corruption. Un patronat qui profite de la « crise » pour faire promulguer de nouvelles lois sur le travail pénalisant encore plus les travailleurs. Un peuple complètement endormi par un demi-siècle de fascisme, fado, Fátima et football. Les anarchistes... y en a pas un sur cent et pourtant ils existent.

Comme celle de la Grèce et de l'Irlande, la situation financière du Portugal est devenue un problème. Les raisons ne sont pas forcément les mêmes. Au Portugal, il y a un problème structurel issu du régime fasciste et du modèle de société choisi par Salazar: forte ruralité, secteur industriel faiblement développé et concentré dans les secteurs traditionnels, faible scolarisation, absence de voies de communication rapides, etc. Les années qui suivent la chute du fascisme en 1974 ont vu naître rapidement un pays plus moderne, plus en accord avec les standards de vie et de consommation européens, mais avec tous les problèmes d'un développement inégal et soumis à la logique du capitalisme libéral. Maintenant, avec une économie complètement ouverte à l'extérieur, le Portugal dépend de ses exportations et surtout, pour maintenir un PIB et une croissance modestes, de la bonne performance de l'économie européenne, espagnole en particulier. Le problème

est que ni la première ni la seconde n'est en mesure d'être le moteur d'aucun développement.

2010 a été choisie comme l'année du combat contre la pauvreté. Le gouvernement « socialiste » du Portugal a probablement mal compris l'objectif et sa lutte contre la pauvreté est devenue une lutte... contre les pauvres. Depuis 2009, des mesures de restriction – poétiquement appelées « Planos de Estabilização e Crescimento » (plans de stabilisation et croissance) – se succèdent. Ces mesures se sont traduites surtout par une augmentation du chômage, des prix des produits de base, des impôts et une réduction des aides sociales, des retraites, des pensions, des salaires. Au-delà d'un taux de chômage qui approche des 11 %, la précarité du travail est absolue chez les jeunes. Le nombre de sans-abri peuplant les rues des villes portugaises a augmenté au cours de ces deux dernières années. La pauvreté touche des centaines de familles dites « de la classe moyenne » qui sont obligées de recourir à l'Assistance sociale publique ou aux ONG.

La grève générale du 24 novembre est surtout un exemple de l'incapacité des syndicats de s'imposer comme alternative et du rôle qu'ils jouent dans la gestion du système capitaliste. Celui-ci a évolué d'une façon bien différente que celle prévue par Marx. À mon avis, le capitalisme ne finira pas dans une grande crise finale à cause de ses contradictions

internes. Bien au contraire, il a profité de toutes ses prétendues « crises » pour intensifier l'exploitation des classes populaires. Et ça, parce que, *a contrario* de ce que disait Marx, et de ce que dit aujourd'hui la classe dominante, il n'y a pas de crises du capitalisme. C'est le capitalisme qui est vraiment la crise. Les syndicats, quant à eux dans les mains des syndicalistes de carrière, sont devenus des acteurs fondamentaux dans la construction d'une société chaque jour plus oppressante, et cela depuis qu'ils se sont complètement intégrés dans l'appareil d'État et dans le système techno-industriel. Dès lors, face aux mesures de restrictions très dures annoncées par le gouvernement portugais, c'était sans aucune surprise que l'on a entendu le secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs portugais-Intersyndical (CGTP-IN) – organisation encore profondément contrôlée par le Parti communiste –, M. Carvalho da Silva, dire en interview à la radio, qu'« après ces nouvelles mesures du gouvernement, il faut donner quelque chose aux Portugais. Il faut faire un jour de grève générale sinon ils peuvent sortir dans la rue et, comme nous le savons, la rue ne négocie pas ». Les dirigeants syndicalistes portugais ne veulent pas de confusion dans la rue. Ils aiment s'asseoir avec les patrons et le gouvernement sur les chaises de la concertation sociale. Ils aiment partager le pouvoir.

Le jour de la grève générale a été important, avec une forte adhésion du secteur public : éducation, santé, transports. Dans l'après-midi, une manif a parcouru la plus importante avenue de Lisbonne, avec un cordon de sécurité tenu par les gorilles de la CGTP-IN qui empêchaient « les anars et d'autres éléments radicaux et violents » d'y participer. Après cette marche officielle, les anarchistes ont réussi à faire une manif alternative et très joyeuse, avec environ 500 personnes défilant aux cris de « Grève générale jusqu'au Carnaval ». Le soir, la CGTP-IN a annoncé une grande victoire de la classe ouvrière. Le lendemain tout le monde est retourné au boulot et a renoué avec l'exploitation...

Le cirque a continué le dimanche 23 janvier avec des élections présidentielles. Contrairement à la France, le Portugal n'est pas un régime politique présidentiel. Le président de la République a donc des pouvoirs très limités, mais il y en a un que la droite voudrait utiliser : celui de changer ce gouvernement, de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer de nouvelles élections législatives. Pour certains tenants de la droite, les mesures déjà annoncées par ce gouvernement ne sont pas suffisantes. D'une façon claire, la droite veut en finir avec le peu qu'il reste de l'État social : le service national de santé à tendance gratuite, la Sécurité sociale publique, les aides aux couches les plus défavorisées de la population. Le résultat de ces élections était prévisible : un second mandat pour l'actuel président, Cavaco Silva, un ancien Premier ministre de centre droit dans les années qua-



tre-vingt. Les attentes de la droite sont grandes. Mais, jusque-là, le gouvernement du Parti socialiste se met au service du capital et du patronat. La dernière proposition de loi vient directement de la ministre du Travail : réduction des indemnités versées aux travailleurs en cas de licenciement. Aujourd'hui, un mois de salaire par année travaillée. Demain, quinze jours seulement.

Les anarchistes le savent : les possibilités traditionnelles d'expression politique dans les sociétés dites démocratiques – le vote, les partis, les syndicats – sont chaque fois moins crédibles du fait de leur incapacité à trouver des solutions, mais aussi en raison de leur complaisance à l'égard des formes d'exploitation capitaliste (corruption et népotisme). L'État, et le système politique qui le soutient, est le grand supporter du capitalisme et la frontière qui les sépare est ténue. Ce scénario est déjà vécu, notamment dans les pays du Sud de l'Europe, par les dépossédés de la société : jeunes, chômeurs, sans-abri, minorités

sexuelles ; mouvements et associations d'individus qui luttent contre les projets techno-industriels ; individus et groupes qui prônent et pratiquent une forme de vie plus simple en dénonçant la consommation et le productivisme ; travailleurs contrariés qui ont compris que leur émancipation ne réside pas dans l'emploi ou l'augmentation du salaire, mais dans la fin d'une société qui impose la servitude salariée et la production d'objets inutiles ; mouvements de femmes qui ont compris que le vrai féminisme n'est pas dans le droit de vote ou dans le salariat.

Les luttes qui se déroulent dans les rues de Grèce, d'Italie, d'Espagne, d'Angleterre ou de France sont un signe. D'autant plus que des groupes ont déjà commencé à pratiquer des formes de lutte libertaires qui échappent au contrôle des partis, des syndicats, de l'ordre établi et qui entraînent avec eux des secteurs moins engagés de la population. Un jour, je l'espère, on verra ça dans les rues portugaises... M. R.



Sciences

« La mission de la science est [...] de planter les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. »
Bakounine

La technique, mon Dieu! (Première partie)

Sciences et techniques sont indéfectiblement liées, serait-ce selon des modalités plus subtiles que ce qui est habituellement dit. En raison de ce lien, cette rubrique se doit de se consacrer à ces questions. Des penseurs hostiles à la technique, tel Jacques Ellul, sont souvent portés aux nues par des mouvements anticapitalistes, en dépit de leurs motivations plus que suspectes. Cet article décrypte très utilement les idéologies plus ou moins subreptices de trois penseurs de l'antitechnique: Ellul donc, Lanza del Vasto et Paul Virilio.

Le CRML

Jean Jacob

DES PENSÉES CONSERVATRICES, voire réactionnaires, alimentent aujourd'hui encore certaines actions technophobes. Jamais en reste quand il s'agit d'accélérer la chute du capitalisme, *Le Monde diplomatique* manifeste néanmoins une belle candeur face à certains fronts secondaires qui contestent le système. Son vieux paradigme marxien semble à cet égard un peu limité pour saisir ce qui se trame hors du champ économique. En mai 2010, ce mensuel a ainsi consacré un article aux « ennemis de la technologie », en faisant notamment état des combats menés contre les OGM ou les nanotechnologies. Sous la plume de Philippe Rivière, *Le Diplo* rappelle, à deux reprises, l'influence importante que Jacques Ellul a pu exercer sur ces milieux contestataires. Mais on n'en saura guère plus sur ce penseur français. Jacques Ellul (1912-1994) jouit pourtant d'une réputation internationale. Aux États-Unis, des détracteurs de la technique proche de la *deep ecology* ont même fondé une Jacques Ellul Society. En France, une autre association Jacques Ellul, animée par Patrick Troude-Chastenet¹, mène quant à elle un travail d'envergure sur le penseur. Enfin, on le trouve encore dans maintes facultés de droit, où son *Histoire des institutions* a fait date. Mais Ellul suscite aujourd'hui surtout beaucoup d'intérêt pour ses travaux de facture sociologique. La parution d'un ouvrage hagiographique dû à un journaliste du *Canard enchaîné*, Jean-Luc Porquet, a incontestablement relancé le mouvement. Ici, Porquet pique peu: il semble avoir oublié son esprit corrosif au siège du journal. Le livre, significativement intitulé *Jacques Ellul, l'homme qui avait (presque) tout prévu*², rapporte en fait de nombreux écrits ou propos d'Ellul, en laissant apparaître ainsi une grande figure qui aurait prévu presque tous les maux contemporains. L'exercice est facile: Ellul a tellement écrit,

et de façon si souvent caricaturale, qu'il est facile d'en extraire des extraits qui recourent l'actualité. À la toute fin de l'ouvrage, Porquet aborde une question un peu plus épineuse: celle de la foi d'Ellul. Sur un ton badin, il essaie en quelques pages de liquider la question. Pour lui, il n'y aurait, d'après Ellul, pas de morale chrétienne³ et l'homme serait, sur Terre, libre (à part quelques interventions divines d'urgence). Pourtant, une bonne partie de l'œuvre d'Ellul tente de démontrer la facticité de cette liberté pour lui très virtuelle... Porquet semble néanmoins avoir bien saisi le filon ellulien: face à un monde désespérant, l'homme peut tout de même s'en sortir en ayant recours au transcendant. Grâce à Dieu, l'homme peut donc résister sur Terre face aux tentations de la société de consommation. *A fortiori*, on précisera de notre côté qu'il nous paraît plus judicieux, pour comprendre l'œuvre d'Ellul, de renverser en fait la logique et procéder *a contrario*. Comme Ellul avait la certitude de trouver le salut ailleurs et qu'il souhaitait y entraîner un maximum de brebis égarées en ce bas monde, il a, à dessein, noirci délibérément la description du monde humain pour le rendre désespérant. Dans ses livres, il a ainsi dénigré le politique, la politique, la morale, la philosophie, la technique... pour mieux faire apparaître la nécessité de se tourner vers Dieu. Le protestant Jacques Ellul a ainsi fait feu de tout bois pour alimenter le bûcher de la société moderne, fondée sur une certaine idée de l'autonomie. L'étincelle qui allait alimenter le feu a été publiée en 1954 et fera le tour du monde. Dans *La Technique ou l'enjeu du siècle*⁴, Ellul décrit ainsi une technique déchaînée, qui ne respecte plus rien, plus de barrières politiques, morales et surtout plus de barrières religieuses. « La technique est devenue autonome et forme un monde dévo-

rant qui obéit à ses lois propres, reniant toute tradition⁵. » « Pour la technique, il n'y a pas de sacré, il n'y a pas de mystère, il n'y a pas de tabou. [...] La technique n'adore rien, ne respecte rien [...]. La technique est désacralisante [...]. L'homme qui vit dans le milieu technique sait bien qu'il n'y a plus de spirituel nulle part⁶. » On constate ainsi que les griefs qu'Ellul adresse à la technique sont tout sauf pondérés et laissent ouvertement apparaître des différends philosophiques, voire théologiques, profonds. Ce que confirmera un examen du reste de ses travaux, qui éclairent d'un autre jour ses vociférations. Fort justement, Dominique Bourg a ainsi pu évoquer, en 1996, « Jacques Ellul ou la condamnation morale de la technique⁷ ». Résultat de l'opération: à en croire Nicolas Chevassus-au-Louis, Ellul, ce penseur présumé « inclassable »... aurait, avec d'autres, fait passer la critique de la technique de droite à gauche⁸.

Pour comprendre mieux et plus au fond le grief qu'Ellul adresse en fait à la technique – cette médiation qui permet à l'homme d'imprimer sa marque au monde –, il faut rappeler qu'il a été tout aussi nuancé sur la question politique qu'il a abordé avec le même aplomb. Dans *L'illusion politique*⁹, il a ainsi tenté de convaincre ses lecteurs que les techniciens, groupes de pression, experts, etc., dominant et surdéterminent la question politique. Avec élégance, il accusait bien sûr aussi les hommes politiques de ne pas tenir leur parole. Mais ce qu'il contestait, c'était évidemment tout autre chose. C'était l'idée d'un espace où l'homme se pense vraiment libre, vraiment souverain en oubliant Dieu. C'était l'idée d'un espace vraiment autonome. Avec les ans, Ellul avait même accentué caricaturalement sa position. Dans sa jeunesse, il vantait volontiers un projet politique proche de la démocratie-chrétienne, développé par Denis de

Rougemont, une sorte d'Europe des régions avant la lettre. Après guerre, il passera à une contestation frontale de tout projet politique, en allant jusqu'à diaboliser littéralement l'activité politique. Si politique il y a, elle doit se cantonner à de petites mesurées palliatives. Pour Ellul, l'homme n'a en fait pas à faire son histoire. Dans *La Subversion du christianisme*¹⁰, il a même consacré un chapitre à « la perversion politique »... Bref, en condamnant le politique, la politique et la technique, Ellul a tout simplement jeté un interdit religieux sur la volonté contemporaine de faire du bonheur une idée et une pratique neuves en Europe. À défaut d'avoir été recadrées dans l'ensemble de sa démarche, ses prises de position ponctuelles ont pourtant séduit bien des milieux. Dans les milieux anarchistes et libertaires, on s'est parfois peut-être un peu rapidement félicité de ses analyses qu'on croyait décapantes. En 1988, l'Atelier de création libertaire a ainsi publié un petit ouvrage de Jacques Ellul sur *Anarchie et christianisme*¹¹. À l'été 2004, la revue trimestrielle *Offensive* publiait un dossier sur « l'emprise technologique » comportant une double page laudative sur Jacques Ellul...

Dans les milieux anti et altermondialistes, Ellul est souvent cité avec déférence et autorité. José Bové lui doit beaucoup, il s'y est référé à maintes reprises, tout comme Noël Mamère ou l'essayiste Jean-Claude Guillebaud¹². Ce dernier avait d'ailleurs signé la chronique nécrologique du penseur bordelais dans *Le Monde*. En 1995, Serge Latouche lui a dédié un ouvrage sur « la mégamachine »¹³. En décembre 2004, Stéphane Lavignotte coordonnait un numéro de l'hebdomadaire protestant *Réforme* à la gloire de ce « briseur d'idoles ». En 2007, Yves Frémion fait encore état de son influence chez les écologistes¹⁴. Par ailleurs, les colloques scientifiques se sont multipliés, avec les contributions de personnalités prestigieuses. Pourtant, de nombreux indices auraient dû inciter ses lecteurs occasionnels à un peu de prudence. Dans *Réforme*, Ellul avait en effet multiplié les tribunes choquantes. Il y avait relativisé, en 1986, les méfaits du régime d'apartheid en Afrique du Sud tout en le condamnant; expliqué en 1987 que le sida pourrait être un jugement de Dieu; s'opposait en 1989 à l'intronisation de l'islam en France en assimilant de facto tous les musulmans à des étrangers... Ses fréquentations mêmes auraient pu alerter. Dans la revue *Foi et vie* qu'il a un temps dirigée, on trouvait un certain Michel Braspart. Or ce dernier n'était autre que le pseudonyme de Roland Laudénbach, fondateur de la maison d'édition de droite *La Table ronde*, et qui fréquentait l'OAS et l'extrême droite. Aujourd'hui, c'est d'ailleurs là qu'ont été réédités toute une série d'ouvrages d'Ellul, sous l'impulsion de son ancien directeur Denis Tillinac, l'écrivain corrézien lui aussi admirateur d'Ellul...

Pourtant, Jacques Ellul peut être considéré comme un penseur bien modéré lorsqu'on confronte ses proclamations antimodernes aux démonstrations d'un Lanza del Vasto.

L'Arche contre le naufrage

Lanza del Vasto (1901-1981) s'est fait connaître dans les années soixante en militant courageusement contre des décisions politiques qu'il désapprouvait. Écrivain français d'origine italienne, il est aussi l'auteur d'ouvrages de réflexion. Dans le sillage de Gandhi, il a ainsi publiquement fait preuve de ses différends en jeûnant à maintes reprises (contre la bombe atomique, les camps d'internement durant la guerre d'Algérie, l'extension du camp militaire du Larzac, etc.). Il avait alors favorablement retenu l'attention de jeunes comme José Bové ou François Bayrou et aussi marqué des écologistes comme Solange Fernex ou le très équivoque Pierre Fournier¹⁵. C'est ainsi que Lanza del Vasto avait croisé le chemin d'une jeunesse révoltée en quête de spiritualité mais peu séduite par le discours martial du gauchisme orthodoxe. Lanza del Vasto avait aussi fondé les communautés de l'Arche. Sa popularité venait pour partie de son habit très sobre et de sa barbe blanche. Ceci le prédisposait à énoncer de sombres prédictions apocalyptiques devant les yeux effarés de jeunes en déshérence. Mais le patriarche avait aussi sa recette miracle: la fondation de communautés pour échapper aux malheurs à venir. Voilà quelle était la vraie finalité des communautés, que l'on se garde bien de rappeler aujourd'hui. Docteur en philosophie, il empruntait tantôt au catholicisme, tantôt à la sagesse gandhienne pour énoncer ses leçons solennelles. Il vantait les bienfaits de la pauvreté volontaire, du don de soi. Et si le malheur gronde aujourd'hui, c'est parce que Dieu se manifeste à sa façon. Pour lui, la Révolution de 1789 a été malfaisante: elle a supprimé tous les corps intermédiaires, toutes les communautés. Il tournait donc un regard admiratif vers les sociétés primitives. Il se voyait même chef de sa communauté de l'Arche. Une communauté autarcique, paysanne, liturgique, où les membres prononcent des vœux de fidélité (travail, purification...). Dans *Les quatre fléaux*, en 1959, il expose longuement tous les mérites que présente la tribu. Ouvertement, il conteste le contrat social, et rappelle que tous les hommes naissent inégaux et en état de dépendance. Il s'y demandait aussi si la liberté, l'égalité et la fraternité ne se ramènent pas à rivalité, vénalité, vulgarité. Pour lui, la Révolution française a provoqué d'innombrables dégâts. Elle a « privé la France de toute sa noblesse, de tout ou presque tout son clergé, d'une bonne partie de ses hommes de génie connus ou inconnus, qui a fait des ruines et dégâts considérables [et] a abouti à l'État libéral¹⁶ ». Par contre, la « communauté » patriarcale et inégalitaire avait toutes ses faveurs. Il a souligné avec insistance qu'une tribu repose sur l'inégalité. La tribu patriarcale présente des facettes insoupçonnées. « Le Patriarche est juge sans appel, il a droit de vie et de mort sur les siens, mais ce sont les siens; et nul, à moins de folie, ne meurtrit et mutilé sa propre chair.¹⁷ » Si une tribu est à ce point pérenne, c'est parce qu'elle ignore l'histoire en restant fidèle à la tradition, à l'opposée des nations démocratiques. Dans la foulée de mai 1968, le patriarche, promis à une célébrité future au

Larzac, avait publié *L'Homme libre et les ânes sauvages*. Là, il réfutait le postulat rousseauiste d'un homme naturellement libre. Et aujourd'hui, c'est la « décadence ». La diffusion du suffrage universel n'arrange pas les choses. En effet, « le nombre des imbéciles dépasse celui des prudents et des sages¹⁸ ». Lanza del Vasto chérissait pour sa part la voie de l'héroïsme. « Sur la voie héroïque peuvent aller ceux qui comme lui [Gandhi] sont décidés à donner un sens à leur vie et à faire de leur mort une œuvre.¹⁹ » Dans *Dialogues avec Lanza del Vasto*, ce dernier n'avait guère changé de discours. Aujourd'hui, la mansuétude est pourtant de mise à son sujet. Dans certains milieux ésotériques et écolo-non-violents, on vénère encore la vieille icône des *seventies* payannes. À *Silence*, revue mensuelle lyonnaise écologiste et non violente, on peut encore trouver des admirateurs du vieux sage comme Michel Bernard. Beaucoup de ceux-ci se manifestent aujourd'hui dans les combats contre les OGM. Dans *L'Écologiste* de décembre 2005, Jean-Baptiste Liboudan, vieux leader des Communautés de l'Arche, est même présenté comme étant celui qui a lancé le mouvement des « faucheurs volontaires d'OGM »... **I.I.**

La suite au prochain numéro...

1. Politologue, spécialiste entre autres d'Ellul et... de Chaban-Delmas. (Ndlr.)

2. J.-L. Porquet, Jacques Ellul, l'homme qui avait (presque) tout prévu, Le Cherche Midi, 2003.

3. *Ibid.*, p. 262.

4. J. Ellul, *La Technique ou l'enjeu du siècle*, 1954, rééd. Economica, 1990.

5. *Ibid.*, p. 12.

6. *Ibid.*, p. 130 et 131.

7. D. Bourg, *L'Homme artificiel. Le sens de la technique*, Gallimard, 1996.

8. N. Chevassus-au-Louis, *Les Briseurs de machines. De Ned Ludd à José Bové*, Le Seuil, 2006, p. 220.

9. J. Ellul, *L'Illusion politique*, Robert Laffont, 1965, rééd. LGF, 1977.

10. J. Ellul, *La Subversion du christianisme*, Le Seuil, 1984.

11. J. Ellul, *Anarchie et christianisme*, Atelier de création libertaire, 1988.

12. Que l'on présentera en un mot comme un laudateur des religions et de leurs bienfaits. (Ndlr.)

13. S. Latouche, *La Mégamachine. Raison techno-scientifique, raison économique et mythe du progrès. Essais à la mémoire de Jacques Ellul*, La Découverte, 1995.

14. Y. Frémion, *Histoire de la révolution écologiste*, Hoëbeke, 2007.

15. Notamment par son appétence pour les visions de fin du monde et son attrait pour l'œuvre du biologiste eugéniste Alexis Carrel. Voir J. Jacob, *Le Retour de « L'Ordre Nouveau ». Les métamorphoses d'un fédéralisme européen*, Droz, 2000. (Ndlr.)

16. René Doumerc, *Dialogues avec Lanza del Vasto*, 1980, rééd. Albin Michel, 1983, p. 164.

17. *Les quatre fléaux*, Denoël, 1959, p. 177.

18. *L'Homme libre et les ânes sauvages*, Denoël, 1969, p. 35.

19. *Ibid.*, p. 119.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

L'expérience oubliée

1974-1975 : la révolution des œillets (2/2)

Charles Reeve

Contre les collectivisations

Jusqu'au début de 1975, le prolétariat agricole des *latifundia* de l'Alentejo – région située dans la moitié sud du pays – était resté dans l'attente, tout en manifestant son soutien politique au Parti communiste. Le premier gouvernement provisoire s'était d'ailleurs empressé de légaliser les premiers syndicats d'ouvriers agricoles.

Durant des siècles, ces ouvriers avaient survécu au moyen d'un système de travail saisonnier qui symbolisait pour eux l'exploitation et la misère capitalistes. En dépit de intentions affichées par les nouveaux dirigeants de prendre en compte la nécessité d'une réforme agraire, les grands propriétaires ne changèrent pas d'attitude. Comme d'habitude, les ouvriers agricoles se trouvèrent privés de travail l'hiver de 1974-1975. Dans un premier temps, le mécontentement s'exprima par des actions directes – incendies de récoltes et de biens appartenant aux *latifundistes* –, de grands propriétaires sont la cible d'attentats. Début 1975, les premières occupations de propriétés se font spontanément, en dehors de toute initiative du Parti communiste et de ses cadres syndicaux. Mais les ouvriers agricoles ne manquent pas de faire appel à l'armée pour cautionner leurs actions.

Deux événements politiques – traduisant un changement dans les rapports de force sociaux – vont accélérer le mouvement d'occupation des propriétés: le succès de la manifestation d'extrême gauche ouvrière à Lisbonne en février 1975, et le mois suivant l'échec du putsch conservateur. Pendant les premiers six mois de cette année, le mouvement d'occupation s'étend à toute la moitié sud du pays, à l'exception de l'Algarve, région de petites propriétés. Si la lutte du prolétariat rural ne prend pas une forme explicitement politique, de contestation anticapitaliste, son but est clairement de renverser les conditions de propriété existantes. Pour se donner les moyens de vivre, ils exproprient les *latifundia*. Les occupants ne partagent pas les terres en lopins privés, mais ils organisent collectivement le travail et la produc-

tion. Ici et là des coopératives se créent mais, de manière générale, la nouvelle forme de propriété qui se met en place reste floue.

Ce n'est qu'au cours de l'été de 1975 que les syndicats agricoles et le Parti communiste vont réellement reprendre le contrôle du mouvement. En juillet, le pouvoir politique intervient pour lui donner un cadre légal. La loi de l'expropriation des terres transforme le mouvement d'occupation et de gestion collective des terres en réforme agraire. L'esprit collectiviste des ouvriers agricoles, lesquels n'avaient pas partagé les *latifundia*, facilite la tâche de l'État. À partir de ce moment, le Parti communiste et les militaires répriment les «occupations sauvages, opportunistes et même anti-révolutionnaires». Car sur l'ensemble des propriétés déjà occupées, un bon quart se trouve en dehors du champ d'application de la nouvelle loi... Pour le Parti communiste, la réforme agraire a toujours été conçue comme une action de l'État. Dans cette optique, la nationalisation des *latifundia* est la réponse de ce dernier à la collectivisation spontanée de la propriété privée par les ouvriers agricoles.

Qui plus est, pour le Parti communiste, la réforme agraire est un point essentiel du projet de socialisme d'État, dont le but est la réorganisation de la production agricole et l'augmentation de la productivité. Les propriétés occupées, coopératives ou collectifs de production, deviennent des Unités collectives de production (UCP) gérées par des cadres communistes selon des critères de rentabilité économique et sont liées financièrement à l'État.

Le Parti communiste prend ainsi le contrôle économique et politique de cette région correspondant à la moitié sud du pays. Mais, alors même que le prolétariat agricole continue à voir la réforme agraire comme une réappropriation des moyens de vie, l'augmentation de la productivité et des rendements agricoles, programmée par les communistes, rencontre une forte résistance. Les ouvriers agricoles ont accepté sans heurts la nationalisation des terres collectivisées, ils ne sont pas pour autant décidés à se

soumettre à des critères de rentabilité capitalistes et à se plier à l'augmentation de la productivité du travail par la réduction de la force de travail.

L'État contre le « pouvoir populaire »

L'institutionnalisation de la réforme agraire ne fut pas un cas isolé. De mars à août 1975, le gouvernement de Gonçalves – qui menait une politique dirigiste d'intervention dans l'économie conforme à son orientation communiste – tente de normaliser la situation sociale. Pour répondre aux inquiétudes populaires face au chômage, et sous la pression du Parti communiste qui trouve là un moyen de renforcer son implantation dans l'État, le gouvernement accélère le processus de nationalisation des entreprises. Il régleme à tout-va, réprime mouvements, actions ou initiatives indépendantes, tout en cherchant un accord avec les forces politiques de la droite, de l'église catholique en particulier. Par le biais des financements, et comme il l'avait fait avec la réforme agraire, l'État étouffe les expériences d'autogestion dans l'industrie. En effet, depuis l'été 1974, et à la suite de l'occupation de nombreuses usines abandonnées par les patrons, un réseau d'entreprises en « autogestion » s'était mis sur pied, surtout dans le textile. Ces entreprises continuèrent de fonctionner selon les lois du marché, même s'il y eut des tentatives pour instaurer une plus grande égalité de salaires, la rotation des tâches et mettre en question la hiérarchie. En effet, les travailleuses et travailleurs se limitaient à vendre directement au public les marchandises produites et ne trouvaient de salut que grâce au surtravail et à l'endettement auprès de l'État. Au-delà d'une expérience limitée d'autogouvernement d'entreprise, et en l'absence d'une rupture avec la logique capitaliste, l'autogestion s'était transformée en auto-exploitation.

En un an, le Parti communiste est passé du stade de groupe clandestin à celui de force politique dominante dans l'État, force sans commune mesure avec son implantation sociale. Dans les administrations publiques et grandes entreprises, dans les ministères, ses militants ou compagnons de route occupent des postes de responsabilité.

Cette ascension rapide et cet appétit de pouvoir cristallisent des peurs anciennes et font naître une nouvelle hostilité. Naturellement, le Parti est rejeté par les secteurs conservateurs de la population soumis à l'emprise des notables, caciques locaux, et de l'Église, qui conspirent ouvertement. Mais son attitude arrogante dans l'appareil d'État et dans les syndicats, ses campagnes productivistes de pur style stalinien et son opposition aux mouvements de grève braquent les travailleurs les plus combattifs. Un nouveau courant s'organise, dit de « pouvoir populaire ». Revendiquant une alternative à la puissance grandissante du Parti communiste, il est implanté dans les zones urbaines de Lisbonne, Sétubal et Porto, autour de quelques commissions de travailleurs, de commissions d'habitants des quartiers pauvres et de comités

de soldats, organisations apparues l'été de 1975. Si les conceptions avant-gardistes du maoïsme dominant, les idées d'un socialisme non autoritaire commencent également à s'exprimer.

En avril 1975, a lieu à Lisbonne le Congrès des conseils révolutionnaires, à l'initiative d'un petit parti qui prône le renforcement des liens horizontaux entre les organisations unitaires de base. Cible des forces réactionnaires qui l'attaquent, le Parti cherche momentanément une alliance avec l'extrême gauche et les organisations du « pouvoir populaire », pour se raviser ensuite et se ranger du côté des militaires conservateurs qui préparaient le putsch du 25 novembre 1975. La position de la direction du Parti se veut responsable. En réalité, l'écrasement des courants gauchistes par l'armée ne peut que combler les desseins tactiques des communistes. « L'attitude ferme du Parti vis-à-vis d'une solution politique et contre des actions aventurières a beaucoup contribué à ce que le soulèvement militaire du 25 novembre 1975 n'ait pas débouché sur les soulèvements de masse que quelques aventuriers pseudo-révolutionnaires voulaient provoquer et qui auraient eu de tragiques conséquences pour le mouvement ouvrier et populaire. » Avec ce recentrage de dernière minute, le Parti communiste négocie sa survie politique dans la nouvelle situation. Dans la langue de bois marxiste-léniniste, « sauver le mouvement ouvrier et populaire » signifie sauver l'organisation.

L'absence de « double pouvoir »

Les limites de l'expérience portugaise étaient surtout inhérentes à l'isolement de cette agitation sociale et politique dans une Europe capitaliste qui suivait avec appréhension les événements, craignant une possible contagion à l'Espagne voisine. Or, la transition du régime franquiste vers une démocratie parlementaire se poursuit sans danger pour les forces du capitalisme privé. Et le projet d'un socialisme d'État lusitanien ne pouvait trouver le moindre appui dans un bloc soviétique, à l'époque déjà bien enfoncé dans sa mortelle crise.

Lorsqu'une agitation sociale généralisée s'accompagne de la naissance d'organisations indépendantes, le tout dans un cadre d'affaiblissement du pouvoir d'État, la question du double pouvoir peut se poser. Au Portugal, après la chute de l'ancien régime, quelques corps de l'État – les administrations locales, les organes répressifs – semblèrent frappés de paralysie. Mais ces institutions ne furent pas démantelées, à l'exception de quelques services trop connotés avec l'ancien régime et finalement superflus à la démocratie parlementaire. Le pouvoir politique était éclaté, fractionné en plusieurs centres parfois en conflit les uns avec les autres. Mais jamais le pouvoir ne fut vacant, et jamais il n'y eut de double pouvoir.

La structure putschiste de l'armée – le Mouvement des forces armées – a tout au long de cette période assuré la continuité de l'État. Le Parti communiste et le Parti socialiste furent cooptés dans l'appareil d'État afin de mieux faire appliquer la loi et l'ordre. Pour bien assumer ce rôle, la gauche a sans cesse joué avec

la peur, invoquant les dangers de l'extrémisme, de l'aventurisme et enfin, la menace d'un retour du fascisme.

De leur côté, les travailleurs, qui avaient découvert leur force collective, ne voyaient pas moins dans l'armée et dans la gauche les garants de leurs intérêts. Et les organisations du « pouvoir populaire », lorsqu'elles s'affrontèrent au Parti communiste et à l'État, ont toujours cherché un soutien dans une des fractions de l'armée. Comme si chacun attendait des luttes à l'intérieur de l'armée l'issue du combat décisif. Soit on respectait les institutions légitimées par les partis de gauche, soit on respectait la fraction de gauche de l'armée.

Les derniers feux de l'agitation sociale

Le 25 novembre 1975, un deuxième coup d'État militaire restaure l'autorité centrale de l'État, neutralise les centres du pouvoir de la gauche militaire. La facilité de l'opération prouve que ces forces militaires, qu'on disait aux mains de comités de soldats ainsi que les groupes d'extrême gauche formés à l'activisme et possédant des armes, n'étaient que du bluff.

Les organisations du « pouvoir populaire » se révélèrent impuissantes. Les luttes politiques incessantes, les divisions avaient fini par user les militants, vidant ces organisations de toute initiative et d'imagination. Dans un mouvement social essoufflé, les autoproclamées structures de pouvoir militaire révolutionnaire n'étaient plus que des coquilles vides.

Il importe de démêler ce qui au cours de ces deux années fut le produit des pratiques rigides d'avant-gardisme, et ce qui fut le fruit de l'action autonome des luttes, les expériences d'autogouvernement. Les actions directes, les occupations d'usines, la coordination des organisations autonomes, les expropriations de terres et de logements, les tentatives de gestion collective de la production et d'échange de biens, la libération de la parole et de la pensée critique, tout cela rattache la « révolution des œillets » aux courants modernes de l'émancipation sociale. Cherchant des réponses aux problèmes du moment, les travailleurs les plus combattifs s'affrontèrent au Parti communiste et comprirent la nécessité de construire un contenu nouveau pour l'idée de socialisme. Le concept nouveau-né au cours de ce mouvement, apartidaire, symbolise bien cette démarche subversive.

L'échec de la « révolution des œillets » signifie la victoire de la transition démocratique. La classe dirigeante portugaise va pouvoir liquider les archaïsmes du salazarisme et jeter les bases d'un nouveau cycle d'exploitation du travail. Le Portugal est mûr pour apporter sa pierre à l'édifice européen. Fini les jours où « la poésie est dans la rue » pour reprendre l'expression du peintre Vieira da Silva. Désormais ce sera le quotidien de la grisaille et la nausée de la politique insignifiante, avec son cortège de médiocrités, de corruptions, de lâchetés, d'opportunismes et la violence ordinaire des conditions de vie, de travail et de non-travail. C. R.

Révolutionnaires factices

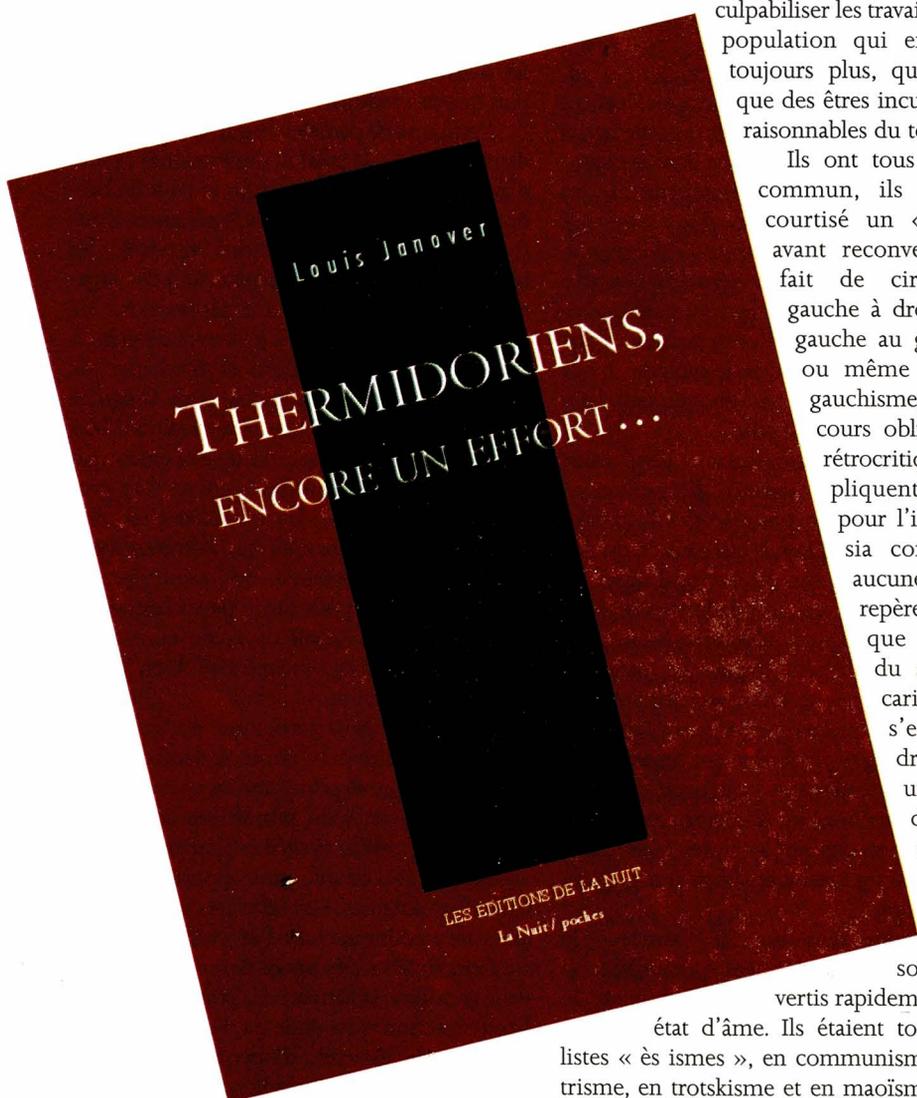
THERMIDORIENS, ENCORE UN EFFORT, tel est le titre du nouveau livre de Louis Janover, qui détourne et même retourne vers de nouvelles cibles l'en-tête du pamphlet de Sade. Ce livre est un véritable « caviar ». Il est à consommer sans modération, tant cet opuscule de 81 pages a un contenu nourricier. Il ne se lit pas, il se dévore et l'on ne risque pas l'indigestion dans la mesure où le menu qui est proposé est à la portée de tous les goûts. Ce petit ouvrage est immense, car il met en lumière le rôle de toute une armée d'alguazils, de béjaunes, de marpauts et de ponisses qui se vendent au plus offrant des politiques et assurent « la renaissance d'une idéologie que l'on croyait tombée en poussière ». Ils se font tour à tour les duègnes de la droite comme de la gauche. Leurs discours accorts sont distillés pour dédouaner les responsabilités des hommes politiques ainsi que celles du patronat et des financiers afin de culpabiliser les travailleurs et la population qui en veulent toujours plus, qui ne sont que des êtres incultes et pas raisonnables du tout.

Ils ont tous un passé commun, ils ont tous courtisé un « isme » avant reconversion. Le fait de circuler de gauche à droite, de la gauche au gauchisme ou même à l'ultra-gauchisme, ces parcours obligés de la rétrocritique n'impliquent donc pour l'intelligentsia contestataire aucune perte de repère. Dès lors que l'édifice du socialisme caricatural s'est effondré comme un château de cartes truquées, les thermidoriens se sont reconvertis rapidement et sans état d'âme. Ils étaient tous spécialistes « ès ismes », en communisme, en castisme, en trotskisme et en maoïsme. Ils sont passés tout naturellement du capitalisme

d'État au capitalisme privé. Ils sont comme l'isthme, celui-là naturel, qui est une langue de terre resserrée entre deux mers ou deux golfes. Si l'isthme a son utilité – réunir deux terres –, eux, les spécialistes « ès ismes » ont joué un rôle néfaste et destructeur au sein du mouvement ouvrier. Je cite Louis Janover : « Le véritable acte de naissance du totalitarisme, le premier pas, ce ne fut rien d'autre que la destruction du mouvement ouvrier révolutionnaire et des idées qu'il défendait. Ce sont les intellectuels qui ont permis de justifier, au nom de l'objectif poursuivi, la marche de l'histoire, avec ses ratés et ses hécatombes programmées... Ces révolutionnaires sans révolution assurent aujourd'hui la refondation de notre histoire, où le matériau du politiquement critique est lu et placé dans une perspective changeante mais toujours orientée dans le même sens. » Tous ces dictames qui prétendent vouloir nous donner du baume au cœur et adoucir notre misère s'insinuent dans tous les milieux afin de noyauter, de contrôler et de parer à toutes les velléités de révolte. C'est ainsi qu'aux pages 40-41 de ce livre incisif, on peut lire : « Une fois finie la confrontation entre capitalisme d'État et capitalisme de marché, ils sont revenus dans le champ de gravité du système le plus puissant, un autre type de rivalité a repris ses droits, et leur présence dans les cercles d'influence, dans les revues et les médias, témoigne de ce recentrage. Ils se différencient et se concurrencent désormais en fonction de l'intrication des multiples champs de pouvoir, et leurs remontrances vont du soutien pur et simple au système de représentation en vigueur à une nouvelle forme de critique : la remise en état de marche d'un néostalinisme que les mots recouvrent au besoin d'un vernis libertaire. » Aujourd'hui, la nouvelle intelligentsia, qu'elle se dise de droite ou de gauche et plus encore à gauche de la gauche, est une sorte de factotum qui sert consciemment le capitalisme, et s'en sert au besoin. Très souvent ces « élites pédantes et infatuées », parce qu'elles ont flirté avec les « ismes » totalitaires, continuent par leurs sophismes ronflants à mener la révolte dans une impasse. Il s'agit pour eux, comme le dit Louis Janover, « de conserver le monde sur ses bases anciennes, et d'exhumer de ses recoins obscurs ou délaissés tout ce qui peut faire croire qu'il a changé ».

Justhom

Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



**C'est pas
du cinoche!**

Un Forum social libertaire à Dakar

Jusqu'au 12 février 2011

Tueurs nés

Après une grève de la faim de CRS pour maintenir l'existence de leur unité, c'est la victoire. Il faut dire que ceux-ci ont eu pas mal de boulot avec le mouvement des retraites : mater la population, orchestrer la répression, c'est un peu le drame des cadences infernales. Nous sommes pour notre part déterminés à donner de plus en plus de travail aux forces de répression...

Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes

Carla Bruni a fait la une des médias en décrétant qu'elle ne voterait pas à gauche. L'ex-égérie « des bobos de gauche qui aiment les chanteuses à la con » a décidément le chic pour remuer le couteau dans la plaie pour déprimer les personnes qui votent encore pour la gauche (gauche molle qui n'a de « socialiste » que le nom, bien sûr). N'oublions pas que sa famille avait fui l'Italie par peur des enlèvements par les Brigades rouges. Le péril bolchevique, ça effraie encore, faut-il croire.

Les bronzés font du ski

Le comité anti-olympique qui lutte contre les JO d'hiver à Annecy en 2018 a déjà mené de nombreuses actions, auxquelles ont pu participer nos camarades de la Fédération anarchiste de Chambéry. Ce comité remet en question l'impact écologique, sociale et économique sur sa région. À Munich, ville également candidate, un comité anti-olympique vient lui aussi de se créer. Pour davantage d'informations sur l'opposition en Savoie : www.comiteantiolympiqueannecy.com

Une époque formidable

Michèle Alliot-Marie n'arrête pas de s'empêtrer dans son soutien au régime tunisien avec sa proposition d'aider la dictature tunisienne à réprimer « humainement » sa population (en essayant de nous faire croire que les gens avaient mal compris ses propos), et... pas de chance, *Le Canard enchaîné* révèle qu'elle a utilisé un avion d'un proche de la famille Ben Ali lors de ses vacances en Tunisie au mois de décembre. Ce n'est pas sans nous rappeler que Georges Marchais, lui, passait ses vacances chez les dictateurs Ceaucescu. On aura beau dire, dictature ou pas, la Tunisie, c'est plus glamour que la Roumanie. Surtout en décembre.

Bibo

DU MERCREDI 9 AU SAMEDI 12 FÉVRIER se tiendra un Forum social libertaire à Dakar, dans un bar-restaurant loué pour l'occasion (L'art de vivre, quartier Dieupeul, face Impôts et Domaines).

Les intentions du forum

- Informations, réflexions et échanges autour des idées libertaires.

- Mise en place d'un réseau d'un ou plusieurs groupes libertaires.

L'accueil au public sera assuré de 14 à 18 heures : table de presse, liaison internet, discussions, échanges, etc.

Le programme détaillé n'est pas encore fixé. Dans les grandes lignes :

- mercredi 9 à 16 heures : ouverture du forum, discussions. Le soir à 20 heures : projection vidéo *De la servitude moderne* et débat.

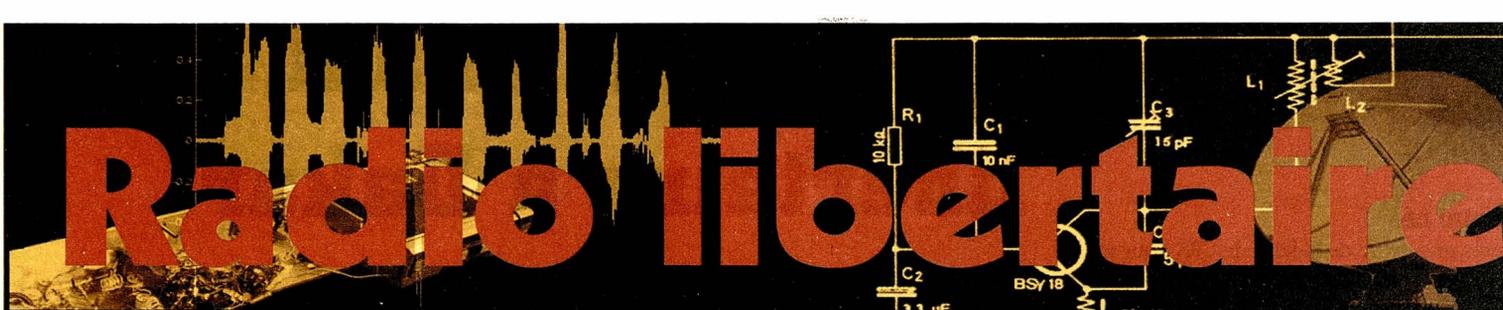
- Jeudi 10 à 16 heures : discussions et débats thématiques (thèmes à définir). 20 heures : « Le mouvement libertaire ».

- Vendredi 11 à 16 heures : discussions et débats thématiques (thèmes à définir).. 20 heures : interventions sur le thème « Pour un Sénégal libertaire ».

- Samedi 12 à 16 heures : synthèse des débats et discussions, perspectives. À 23 heures, au Centre culturel Blaise-Senghor (quartier Sacré-Cœur) : sound system reggae.

Le Forum social libertaire de Dakar





Radio libertaire

Jeudi 10 février

Chronique hebdo (08 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste.

Entre chiens et loups (20 h 30) L'émission pose un regard particulier sur le milieu spécifique des musiques actuelles et propose d'explorer non seulement l'univers des artistes, mais de les confronter également aux difficultés et contraintes imposées par un tel milieu, et insiste tout particulièrement sur les multiples casquettes de l'artiste d'aujourd'hui.

Vendredi 11 février

L'écho des cabanes (11 h 00) Émission sur les familles de détenus.

Koumbi (16 h 00) Chroniques africaines. Une image de l'Afrique contemporaine au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes.

Radio espéranto (17 h 30) Espérantisme. Émission de l'association SAT-Amikaro pour la défense et la promotion de la langue espéranto.

La grenouille noire (21 h 00) Émission écolo-libertaire.

Samedi 12 février

Réveil Hip Hop (08 h 00) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00) Comme son nom ne l'indique pas...

Chronique syndicale (11 h 30) Luites et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Frapper n'est pas aimer, enquête sur les violences conjugales en France* de Natacha Henry (Denoël); et *Le Cœur à l'ouvrage* de

Thierry Périssé (Chant d'orties), avec les deux auteurs et Nicolas Mourer.

Dimanche 13 février

Ni maître, ni dieu (10 h 00) Coordination des libres penseurs.

Folk à lier (12 h 00) Musiques traditionnelles.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) La joyeuse équipe du Circ traitera en direct de l'actualité des drogues en général, et du cannabis en particulier.

Lundi 14 février

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 h 00) Histoire de la Commune de 1871 et de son environnement historique.

Terre et Liberté (16 h 00) Luites des peuples sans État.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme autour du syndicat CNT Culture-Spectacle.

Mardi 15 février

Artracaille (11 h 00) Art en marge. La condition de l'artiste dans la cité.

Wreck this mess (12 h 30) Cocktail de musiques radicales. Ambiances erratiques: electronic-dub vs hypnotic-groove vs ambient-industrial vs breakbeat-n-noise vs minimal-techno vs electronica-experimental...

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexions sur l'anarchisme autour de textes historiques et actuels.

Idéaux et débats (18 h 00) Nous recevons, en direct, Marc Augé pour *Journal d'un SDF* (Seuil) et Roger Grenier pour *Le Palais des livres* (Gallimard); en fin d'émission, Laurent assurera sa chronique *Le dernier pour la route* (critique du roman d'un auteur non francophone).

Paroles d'associations (19 h 30) Magazine de la vie associative et culturelle. La Menuiserie, lieu associatif pour la chanson à textes, avec ses trois responsables.

Ça booste sous les pavés (22 h 30) Scène culturelle alternative.

Mercredi 16 février

L'Entonnoir (09 h 30) Antipsychiatrie.

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues Fention Robinson. En dehors des chemins battus.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice. Louis Beretti, (éditions L'insomniaque) viendra pour son livre *Même à mon pire ennemi... souvenirs d'une parenthèse: prison de Fresnes 1980-1985*.



89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Vendredi 11 février

Besançon (25)

Conférence/débat sur l'anarchisme avec Philippe Pelletier, auteur de *Anarchisme, idées reçues*, à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz, à 20h30. Entrée libre.

Samedi 12 février

Paris XI^e

16h30. Lecture/spectacle: *La jeunesse d'Adrien Zograf* de Panait Istrati. Avec Lelio Ploton. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Avignon (84)

19 heures. Les Collectifs Coordination libertaire, Aqui niaproun, CNT 84, No pasaran et Groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste s'associent pour présenter une journée de rencontres et de musiques le samedi 12 février. À 19 heures, projection du film *L'Argent dette* de Paul Grignon, avec un débat. Entrée libre. À 21h30, soirée concert avec entrée à prix libre, avec Le Ver noir (chanson à texte libertaire) suivi de Wakkan Tribu (rock). Buvette et restauration légère sur place, avec table de presse. Au Café Théâtre La Tâche d'encre, 3, rue Tarasque.

Jeudi 17 février

Rennes (35)

20 heures. General Strike, CNT 35 & IMG présentent: FestNoz Bertayn/Breizh Against Racism, avec Les Ramoneurs de Menhirs, IMG, Disgresk, Duo Thomas et Jean-Mai. PAF: 5 euros. Salle de la Cité (métro Sainte Anne). Le groupe La Digne Rage de la Fédération anarchiste de Rennes tiendra une table de presse.

Samedi 19 février

Paris XI^e

16h30. Rencontre/débat à propos des Roms. Avec Jean-Pierre Dacheux, auteur de *Roms de France, Roms en France* aux Éditions du Passager clandestin. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Dimanche 20 février

Villeurbanne (69)

19 heures. Projection du film *La Fin de la pauvreté* (documentaire réalisé par Philippe Diaz, 2010), suivi d'un débat animé par Attac, Libertaire Production et Philippe Pelletier. Au cinéma Le Zola, 177, cours Émile Zola.

Jeudi 24 février

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre/débat avec Bertrand Rothé à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la FA. Un siècle après *La guerre des boutons*, que deviendraient Lebrac, Camus, La Crique, Grangibus et les autres? Comment mèneraient-ils leur guerre contre les Velrans? C'est à cet étonnant exercice que s'est livré l'auteur de *Lebrac, trois mois de prison* (Éditions du Seuil, 2009). Un magistrat participera au débat. Table de presse. Apéro dînatoire. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: kropotkine02@no-log.org

Samedi 26 février

Besançon (25)

19 heures. Soirée Solidaires avec les syndicats Sud, la librairie L'Autodidacte et les Enfants du Titanic contre la casse du système de retraite. Spectacle, concert et discussions. Entrée 5 euros.

Jeudi 17 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre/débat sur l'espéranto à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. « L'espéranto qu'est-ce que c'est? » Guy Cavalier de Sat-Amikaro viendra nous entretenir de cette langue internationale. Table de presse. Apéro dînatoire. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: kropotkine02@no-log.org

Vendredi 1^{er} avril

Merlieux (02)

20 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste organise

une réunion publique avec Normand Baillargeon, auteur d'un *Petit cours d'autodéfense intellectuelle* et de *L'ordre moins le pouvoir*, professeur en sciences de l'éducation à l'université du Québec à Montréal. À l'Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Renseignements: kropotkine02@no-log.org

Jeudi 28 avril

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre/débat avec Dominique Manotti à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. Après *À nos chevaux* (Rivages, 1997), *Nos fantastiques années fric* (Rivages, 2001), *Lorraine connection* (Rivages, 2006), *Bien connu des services de police* (Gallimard, 2010), cette auteur qui marie si bien actualité et polars sort en 2011 avec *Doa L'Honorable société* chez Gallimard. Du polar social comme on l'aime. Table de presse. Apéro dînatoire. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: kropotkine02@no-log.org

Association les Journées Libertaires //
Coordination Libertaire Etudiante //
Edition du Temps perdu // CNT-AIT



Lundi 14 février au
vendredi 18 février -
Exposition - *Crises
et Résistances*
- Faculté de Lettres - Pau

Mardi 15 février - 18H30 -
Projection du film de
Fernando Solanas,
La dignité du peuple
- Faculté de Lettres - Pau

Jeudi 17 février - 18H00 -
Manifestation contre
les banques -
Rassemblement devant la
Préfecture - Pau

Samedi 19 février - 15H00 -
Conférence - *Analyse des mécanisme de la « crise »
financière et des politiques antisociales*
par José Garcia, militant de la CNT espagnole -
20H20'20" Exposition de clôture -

Mercredi 16 février - 18H30 -
Conférence - *Les résistances
face aux politiques d'austérité
dans le monde*, en présence de
militants de l'AIT et avec vidéo
conférence avec des militants
de la Fédération Ouvrière
de la Régionale Ouvrière
de l'AIT (FORA-AIT)
- Faculté de Lettres - Pau

Vendredi 18 février - 21H00 -
Concert de soutien
Punk'astic, Gorr
+ Guest
- Maison de l'Étudiant,
Université de Pau



JOURNÉES LIBERTAIRES

Renseignements cnt64@yahoo.fr //
CNT-AIT, 18 rue Jean-Baptiste Carreau, 64000 Pau //
www.cntaitaquitaine.lautre.net